

RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES

Évaluation d'un projet pilote « Pour la lutte contre
l'extrémisme violent dans les régions du Maghreb
et du Sahel »



RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES

Évaluation d'un projet
pilote « Pour la lutte contre
l'extrémisme violent dans les
régions du Maghreb et du Sahel »



UNICRI, JUIN 2019

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été produit grâce au support de la Commission Européenne. Il a été établi par Tamara Nešković, UNICRI Fellow, sous la direction de Itziar Arispe et Manuela Brunero (UNICRI). L'UNICRI souhaite remercier plusieurs réviseurs pour la contribution apportée à ce rapport. Parmi ceux-ci, figurent Andrea Battaglia, Merwan Benamor, Sara Yasmine Chennoukh, Maya El Remaly, Elena del Santo, Danielle Hull, Tijani el Kerim, Marina Mazzini, Elise Vermeersch, Leif Villadsen et Rowan Wilkinson. Un remerciement spécial est adressé à Beniamino Garrone et Antonella Bologna pour la conception graphique.

L'UNICRI souhaite exprimer sa gratitude à ses partenaires locaux, qui ont également partagé des photos d'événements et des créations artistiques réalisées au cours de leurs activités. Le choix des photos publiées dans ce rapport n'a été dicté que par des critères de qualité.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les opinions, les résultats, les conclusions et les recommandations formulés dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les standards de non-cautionnement d'UNICRI, des Nations Unies ou d'autres entités nationales, régionales ou internationales impliquées. La désignation utilisée et la présentation du matériel dans cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part des Nations Unies concernant l'état juridique d'un quelconque pays, de son territoire et des villes ou régions placées sous son autorité, ou encore portant sur la délimitation de ses frontières ou confins.

Les contenus de cette publication peuvent être cités ou reproduits gratuitement par des entités et des organisations à but non commercial et à des fins non commerciales, à condition que la source des informations soit mentionnée. L'UNICRI souhaite recevoir un exemplaire de tout document dans lequel la présente publication est utilisée ou citée.

COPYRIGHT

United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI)

Viale Maestri del Lavoro, 10, 10127 Turin – Italie

Tél. : +39 011-6537 111 / Fax: +39 011-6313 368

Site Web : www.unicri.it

Courriel : unicri.publicinfo@un.org

© UNICRI, 2019



PRÉAMBULE

L'extrémisme violent et le terrorisme constituent des menaces persistantes pour la paix et la stabilité, qui bouleversent la vie quotidienne des populations. Dans les régions du Sahel et du Maghreb, le nombre d'incidents ne cesse de croître tout comme le nombre de victimes et l'étendue géographique des zones affectées. De plus en plus d'innocents sont entraînés dans un tourbillon de conflits, de violence, de criminalité, de pauvreté, de frustrations et de désespoir. Rien qu'en 2018, 220 incidents ont provoqué 389 victimes. Cela constitue une hausse significative par rapport à 2017, lorsque 44 incidents enregistrés avaient causé la mort de 55 personnes. L'impact de l'extrémisme violent et du terrorisme a été particulièrement lourd dans la région du Sahel. En 2018, 174 villages - dont 94 rien qu'au Mali - ont subi des attaques et des enlèvements répétés.

Compte tenu du degré de violence et du *modus operandi* de ces groupes d'extrémistes violents, qui consiste à cibler des villages et des communautés isolés, il n'est pas surprenant que les effets les plus dévastateurs aient été subis par des catégories de population déjà marginalisées et victimes de discrimination, en premier lieu les femmes et les jeunes. Depuis 2015, l'UNICRI (United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute) travaille avec ces communautés à risque du Sahel et du Maghreb, en les aidant à reconnaître, affronter et atténuer les causes de la radicalisation, des conflits communautaires et de la violence de matrice ethnique. Fidèle à l'approche de l'UNICRI, qui s'appuie sur les capacités locales pour résoudre les conflits autochtones, cette assistance a été prêtée à travers des organisations locales, qui opèrent au niveau communautaire.

Après quatre ans d'un engagement que l'on peut qualifier d'extrêmement complexe, l'UNICRI est fier de présenter les premiers résultats d'une évaluation du travail accompli par ces organisations locales en vue de renforcer la résilience de leurs communautés. Ce n'est pas sans une bonne dose de prudence et de courage que nous partageons les résultats préliminaires d'un projet qui reste pour l'heure inachevé. Un énorme travail a certes été accompli, mais beaucoup reste à faire. Les observations, les conclusions et les recommandations formulées dans ce document sont le résultat de l'examen de l'activité d'un tiers seulement des projets locaux réalisés dans neuf pays. En partageant ces résultats à ce stade, nous espérons contribuer à un dialogue essentiel, qui nous aidera à améliorer notre travail dans ces régions et notre impact sur ce problème. Nous espérons que des consultations externes nous aideront à cibler davantage la nature de nos interventions, à élargir notre réseau de partenaires locaux, à améliorer la solidité, le niveau de détail et la granularité des données collectées, ainsi qu'à formuler des recommandations axées sur des actions réalisables.

Notre approche et le projet lui-même sont certes ambitieux, mais les premiers résultats sont encourageants. C'est pourquoi nous sommes plus que jamais décidés à explorer toutes les pistes pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans les régions du Sahel et du Maghreb et même au-delà.

Bettina Tucci Bartsiotas
Directrice a.i.
UNICRI







SYNTHÈSE

Afin d'identifier les causes profondes de la radicalisation et de l'extrémisme violent, et d'établir quelles sont les interventions les plus efficaces pour bâtir la résilience d'une communauté face à l'intérêt de résoudre les conflits par des moyens violents, l'UNICRI a lancé en 2015 un projet pluriannuel global dans neuf pays du Maghreb et du Sahel. Ce projet, toujours en cours et qui ne devrait pas se conclure avant 2020, ne fournit pas de définitions des vulnérabilités à aborder, des groupes qui doivent être considérés comme étant à risque ni du type de support à fournir pour réduire leur vulnérabilité. Ces missions ont été laissées à des organisations opérationnelles sélectionnées, qui assurent le développement de définitions spécifiques en fonction du contexte. Bien qu'une telle approche puisse sans doute comporter certains risques, elle a offert à l'UNICRI la possibilité de tester différentes méthodes et de formuler des conclusions basées sur des éléments tangibles et des données primaires de terrain.

Après une intense période de mise en œuvre, l'UNICRI a lancé une évaluation des projets réalisés par 83 organisations en Algérie, au Burkina Faso, au Chad, en Libye, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, au Niger et en Tunisie. Le rôle joué par l'UNICRI dans ces projets a consisté à collecter et organiser les données ; à évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficacé, les perspectives de durabilité, la visibilité et les défis des interventions ; à identifier les éléments susceptibles de rendre les communautés et les personnes moins vulnérables face à l'extrémisme violent. Après avoir complété un tiers des analyses d'évaluation, des résultats préliminaires peuvent être partagés pour alimenter le débat et aider l'UNICRI à enrichir sa propre méthodologie d'évaluation, tout en aiguisant la pertinence et l'efficacité des projets.

Ce rapport fournit des informations sur les difficultés et les revendications des populations qui vivent dans des zones marginalisées ciblées des neuf pays susmentionnés, outre à recommander des approches générales à adopter lors de la mise en place de projets ayant des objectifs similaires.

En ce qui concerne les revendications, comme le rappelle ce rapport, leur nature est toujours complexe. Elles peuvent avoir des raisons politiques ou résulter de frustrations d'ordre social, économique, sécuritaire ou psychologique. Par ailleurs, l'élément du hasard ne peut jamais être écarté, à savoir l'opportunité offerte par la présence de membres de groupes armés organisés ou de groupes d'extrémistes violents au sein ou à proximité d'une communauté. Les signalements des incidents montrent que de nombreuses personnes concernées par les projets connaissaient personnellement ou étaient au courant de personnes qui avaient rejoint des groupes extrémistes armés et violents. Ce rapport préliminaire contient une liste complète des revendications, sans nécessairement déterminer leur prédominance dans une zone géographique donnée.



Globalement, les difficultés et les revendications signalées peuvent être regroupées dans quatre macro-catégories politiques : gouvernance, éducation, économie et sécurité. La majorité d'entre elles est liée à la gouvernance, avec de fortes instances de :

- (a) liberté politique,
- (b) égalité des opportunités et inclusion sociale,
- (c) traitement équitable et égalité d'accès à la justice.

Plus particulièrement, les demandes de (a) liberté politique concernent :

- (a.1) la gouvernance inclusive,
- (a.2) la participation des citoyens et le dialogue,
- (a.3) la responsabilité institutionnelle et la confiance dans les élus,
- (a.4) l'égalité d'accès aux services publics de base,
- (a.5) la justice sociale, y compris la distribution et l'accès équitables aux ressources naturelles.

Compte tenu des opportunités éducatives limitées et, par conséquent, du potentiel réduit de développement de l'estime de soi, de nombreuses revendications sont liées à l'absence d'accès équitable à l'éducation primaire ou religieuse et au manque généralisé d'opportunités pour acquérir des compétences génératrices de revenus. Ces dernières sont associées à des frustrations liées au respect et à la reconnaissance sociaux, généralement obtenus à travers l'emploi. Par exemple, dans certaines régions, les taux élevés de chômage sont perçus comme une source d'insécurité plus grave que la menace du terrorisme. Dans d'autres cas, la notion même des frontières et leur fermeture pour des raisons de sécurité se heurtent directement aux routes migratoires traditionnelles de la main-d'œuvre. Enfin, en matière de sécurité, les communautés affirment vivre dans des conditions très précaires, à cause notamment du manque de fiabilité et de transparence des forces de sécurité.

En règle générale, toutes les interventions se sont efforcées, d'une manière ou d'une autre, d'aborder un problème structurel en compensant un service non offert par l'État ou en encourageant une citoyenneté active, afin de pousser les structures publiques à devenir plus représentatives de la diversité de leurs populations. Les problèmes structurels sont étroitement liés - et, dans certains cas, encore aggravés - avec et par des conditions culturelles, géopolitiques ou environnementales prédominantes ou changeantes.

Dans ces conditions, le type de support offert par les projets afin de rendre les communautés plus résilientes face à la radicalisation et à l'extrémisme violent dépendent d'un ensemble de facteurs dont le nombre et l'importance varient en fonction des spécificités de chaque contexte. Compte tenu de l'impossibilité de traiter toutes les revendications formulées, les organisations opérationnelles ont choisi de se pencher sur celles qui, à leur avis, étaient les plus pressantes et demandaient une attention immédiate ou bien qui auraient pu raisonnablement avoir des répercussions positives sur la situation locale.

Au moment d'affronter le(s) problème(s) sélectionné(s), une différence notable dans les approches des organisations locales et internationales présentes sur place est



immédiatement apparue. Les organisations locales intègrent tout naturellement dans leur approche l'élément culturel prédominant dans leurs communautés, à savoir la religion. Cette approche reflète le rôle central que jouent la religion et les leaders religieux dans l'existence des membres des communautés. Cette situation se retrouve aussi bien au Sahel qu'au Maghreb et dans tous les pays où des interventions sont en place. Tous les projets dirigés par des organisations locales ont inclus des réflexions et des références à l'enseignement islamique. Dans certains cas, ils sont allés encore plus loin, en choisissant de traiter directement des problèmes religieux, en supportant les écoles coraniques ou en travaillant avec des imams. Ce n'était pas le cas avec les organisations internationales qui opèrent localement.

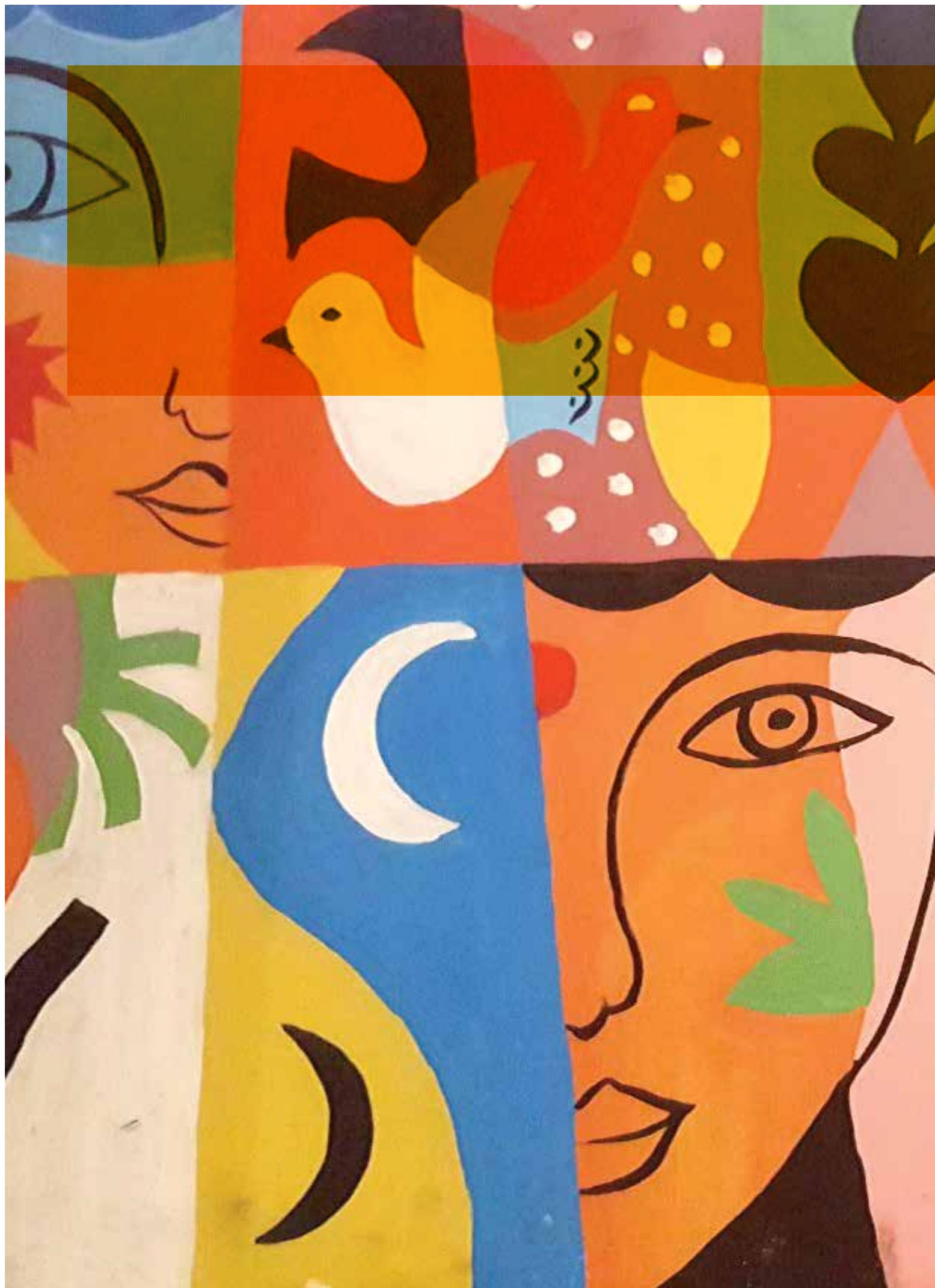
En plus de ce facteur d'assistance *sine qua non*, l'UNICRI a identifié d'autres éléments en mesure de stimuler la capacité des membres des communautés de faire face de manière autonome aux tendances à la radicalisation. Voici quelques exemples :

- **Autonomisation et approche participative** : Des activités ciblées pour impliquer les jeunes à toutes les étapes, en prenant en compte leurs frustrations et en les aidant à définir leurs revendications, en leur apprenant à se servir d'outils pour mieux les aborder et les résoudre et en les engageant dans des activités conçues pour améliorer leur condition. Il en va de même pour tous les groupes marginalisés : ils doivent participer à la fois à la définition du problème et à la recherche d'une solution.
- **Connaissance approfondie du contexte local et des préférences culturelles** : La seule manière d'éviter l'aggravation des relations conflictuelles ou tendues existantes, des injustices et des revendications au sein d'une communauté consiste à approfondir la connaissance des dynamiques locales, des parties prenantes et de leurs rôles. L'analyse du contexte doit servir à façonner les interventions proposées de manière à ce qu'elles ne s'opposent pas à la logique des valeurs et des pratiques des communautés.
- **Promotion de la diversité et du pluralisme** : La structure des participants aux actions doit refléter le tissu social de la communauté à travers l'implication ou, plutôt, la non-exclusion, des membres marginalisés ou victimes de discrimination, tels les femmes, les cadets sociaux, les membres des tribus ethniques, les minorités, les réfugiés, les rapatriés, les anciens esclaves, etc.
- **Engagement ciblé et répété avec des groupes vulnérables sur le long terme** : Le fait de bâtir la confiance dans une communauté et d'alimenter son assurance vis-à-vis de ses propres efforts, demande du temps. L'engagement continu dans le temps est le meilleur gage pour que les projets laissent derrière eux des structures ou des réseaux (informels) en mesure de pérenniser les bons résultats et d'assurer la durabilité.
- **Réflexion critique** : Des programmes pour développer et renforcer les compétences cognitives permettant de reconnaître la manipulation et de faire la distinction entre les faits et les opinions, en vue de rendre les membres de la communauté plus résilients.
- **Sélection du partenaire opérationnel** : Il est important de faire en sorte que les organisations locales soient dirigées par des personnes qui ont acquis la confiance de la communauté au cours de longues années de plaidoyer et d'engagement. Des personnes ayant fait preuve de leur capacité à s'investir, prêtes à risquer leur réputation personnelle et qui peuvent compter sur un vaste réseau de contacts pour faire en sorte que l'initiative sorte de terre.

SOMMAIRE



CHAPITRE I INTRODUCTION : DES QUESTIONS, DES QUESTIONS, ENCORE DES QUESTIONS	2
I.1. ANTÉCÉDENTS : UNICRI, QUI ?	4
I.2 PROJET PILOTE	6
I.3 APPROCHE : ÊTRE PRÊTS À NE PAS CONNAÎTRE À L'AVANCE TOUTES LES RÉPONSES	8
I.4 SÉLECTION	10
I.5 MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE	11
CHAPITRE II PANORAMIQUE DES INTERVENTIONS	15
II.1 OÙ	15
II.2 POUR QUI	18
II.3 COMMENT	20
II.4 QUI	24
II.5 QUOI	27
CHAPITRE III CONCLUSIONS	34
III. 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES	34
III. 2 BONNES PRATIQUES	36
III.3 EXEMPLES DE RÉUSSITE	38
III.4 ESSAIS ET ERREURS	40
III.5 RECOMMANDATIONS ET ENSEIGNEMENTS	42
BIBLIOGRAPHIE	48





PHOTO

Un œuvre d'art d'un élève d'école secondaire en Tunisie

L'extrémisme violent se produit « quand on accepte pas les autres points de vue; quand on tient exclusivement au notre tout en refusant toute sorte de différence, et qu'on essaie de l'imposer aux autres en faisant recours à la violence si nécessaire »

Lynn Davies¹

¹ Davies, L. 2008. *Education Against Extremism, Stoke on Trent and Sterling*. Trentham Books. Disponible sur : <https://www.oise.utoronto.ca/cld/UserFiles/File/DAVIESeducationagainstextremism.pdf>

1 CHAPITRE I INTRODUCTION : DES QUESTIONS, DES QUESTIONS, ENCORE DES QUESTIONS



Quelles sont les causes de l'extrémisme violent ? Qu'est-ce qui pousse une personne à s'associer à un groupe qui se sert de la violence pour faire entendre sa voix et ses revendications ? Pourquoi ne prend-elle pas en compte des solutions alternatives moins radicales pour résoudre ses problèmes ? Quelles pourraient être ces solutions alternatives ? Quel type de support devrait-il être fourni pour rendre cette personne résiliente face au parcours de la radicalisation ? À quel niveau ce support doit-il être fourni : personnel, communautaire, national ou un ensemble des trois ?

En 2015, l'UNICRI (United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute) a lancé une initiative d'envergure pour aborder ces questions. Avec le support de la Commission Européenne, il a entrepris de tester différentes stratégies dans neuf pays des régions du Maghreb et du Sahel, dans le but de prévenir et de lutter contre la radicalisation, le recrutement terroriste et l'extrémisme violent. Afin d'identifier des mesures pratiques et innovantes, susceptibles de contribuer à la réalisation de cet objectif, l'initiative a impliqué des organisations de la société civile au niveau communautaire. Après trois ans de mise en œuvre, l'UNICRI a lancé une évaluation des actions entreprises et a préalablement identifié des éléments qui pourraient renforcer la résilience des communautés locales face aux discours radicaux.

PHOTO

Participants aux laboratoires sur la citoyenneté démocratique et l'art en Tunisie

2015

Juillet : Signature de l'accord avec la Commission Européenne.

Septembre : Rencontre du comité de pilotage du projet (10 sept).

2016

Juin-Juillet : Appel aux propositions, Maghreb (09 juin-17 juillet)

Août-septembre : Appel aux propositions, Sahel (02 août-14 septembre)

2017

Mars : 3 activités

Avril : 1 activités

Mai : 15 activités

Juin : 18 activités

Juillet : 23 activités

Août : 10 activités

Septembre : 16 activités

Octobre : 22 activités

Novembre : 21 activités

Décembre : 31 activités

2018

Janvier : 34 activités

Février : 23 activités

Mars : 35 activités

Avril : 37 activités

Avril : Comité de pilotage, Bruxelles (18 avril)

Avril : Réunion à mi-parcours, Tunis (24 avril)

Mai : 31 activités

Mai : Réunion à mi-parcours, Nouakchott (10 mai)

Juin : 18 activités

Juillet : 18 activités

Juillet-août : Appel aux propositions Sahel-Maghreb (23 juillet-19 août)

Août : 15 activités

Septembre : 23 activités

Octobre : 37 activités

Novembre : 46 activités

Décembre : 18 activités

2019

Janvier : 1 activités

Février :

Mars : 1 activité

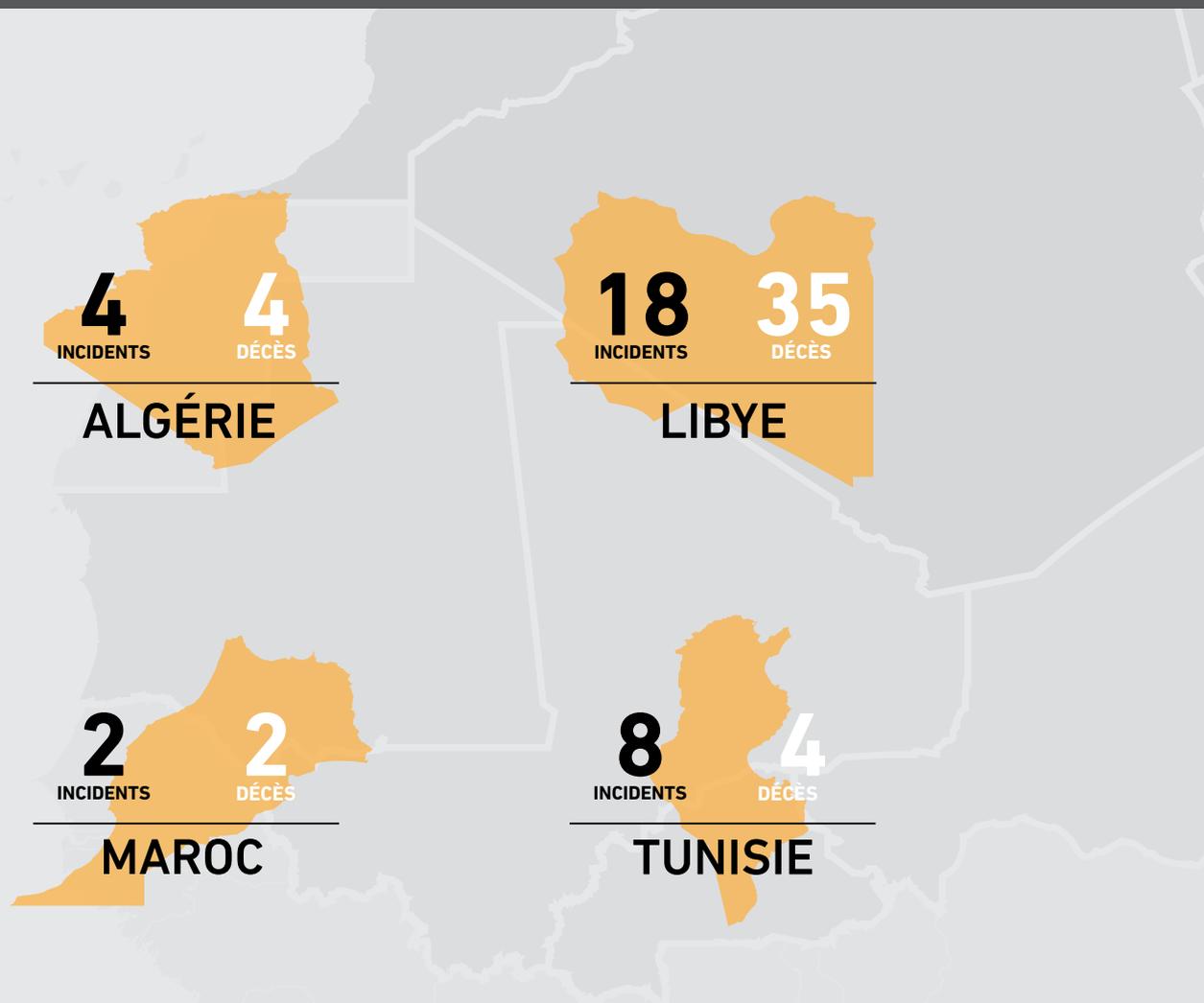
Avril-mai : Conventions de subventions signées avec 7 nouveaux projets au Sahel-Maghreb

Mai : 1 activité

Juin : 25 activités

Juillet : 7 activités

Aout :



Graphique 1 : 2017-2018 Violences perpétrées par des groupes de rebelles contre la population civile*

I.1. ANTÉCÉDENTS : UNICRI, QUI ?



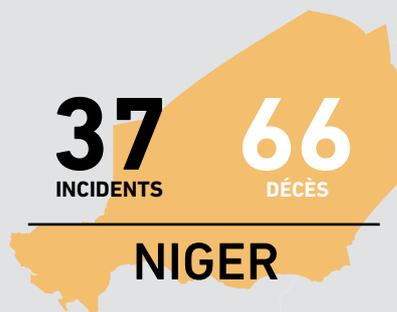
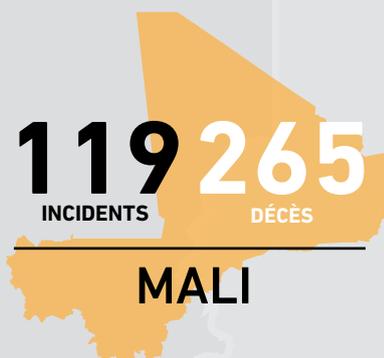
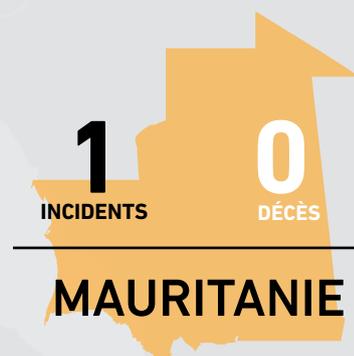
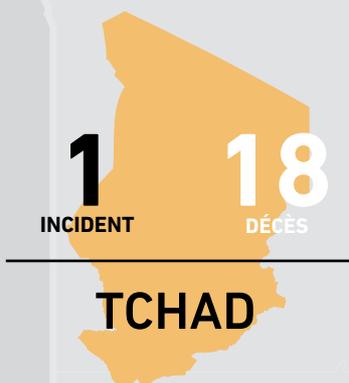
L'UNICRI travaille depuis 2009 dans les pays du Maghreb et du Sahel. En cohérence avec son mandat, il a assisté les gouvernements et la communauté internationale pour s'attaquer aux menaces que le crime et le terrorisme représentent pour la paix, la sécurité et le développement durable. Cette assistance est en train de favoriser l'introduction de systèmes pénaux et judiciaires justes et efficaces, la formulation et la mise en œuvre de politiques améliorées, la promotion de l'autonomie nationale à travers le développement des capacités institutionnelles.

En tant que membre du Global Counter-Terrorism Coordination Compact des Nations Unies, l'UNICRI contribue à la mise en place d'efforts coordonnés et cohérents dans le cadre des Nations Unies, afin de prévenir et combattre le terrorisme. Il supporte les États membres dans la prévention et la lutte contre l'attrait qu'exercent le terrorisme et le recrutement, à travers le renforcement des capacités nationales. L'UNICRI supporte la Stratégie Anti-terroriste Globale des Nations Unies, selon la Résolution de l'Assemblée Générale 60/288, en portant une attention particulière aux conditions propices à la diffusion du terrorisme ainsi qu'au respect des droits de l'homme et des lois, considéré comme un principe incontournable pour lutter contre le terrorisme.

Entre-temps, la situation sécuritaire dans les pays du Maghreb et du Sahel a continué d'être volatile et imprévisible. D'après les reportages des médias et selon les rapports des agences NU qui opèrent sur le terrain et des organisations locales mandatées par l'UNICRI, il y a eu en 2018 au moins 139 incidents ayant provoqué



Pour cette illustration, l'UNICRI a pris en compte les cas de violences perpétrées par des groupes de rebelles armés contre des civils. Les types de violences considérés incluent des attaques, des enlèvements et des explosions. Ces chiffres ne prennent pas en compte les actes de violence impliquant des milices ethniques ou politiques. Source : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED, <https://www.acleddata.com/>).



la mort de 492 personnes.² Plusieurs de ces incidents sont survenus dans des secteurs où des projets UNICRI étaient en cours de réalisation. Par exemple, en mars 2018, des affrontements ont eu lieu entre les militaires et un groupe armé dans les montagnes de Kasserine, à l'ouest de la Tunisie, secteur dans lequel un projet UNICRI était en train de dispenser des cours d'art et d'artisanat pour les jeunes.³ La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a enregistré en 2018 77 attaques de groupes armés dans la seule région de Mopti,⁴ où deux projets UNICRI travaillaient avec les communautés locales. À cause de ces incidents, les activités ont été reportées, annulées ou reprogrammées dans un autre endroit.

² Il ne s'agit là que de chiffres provisoires. Les décès sont peut-être encore plus nombreux. L'UNICRI vérifiera plus en détail ces données pour faire la distinction entre attaques terroristes et tensions tribales.

³ Le projet « Interdisciplinary Mobile Cultural Activity (IMCA) for youth vulnerable to socioeconomic exclusion and violent radicalization and recruitment » a impliqué la jeunesse rurale de la province de Kasserine, en Tunisie. Des informations sur l'incident ont été relayées par <https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-national-tunisie/314856/kasserine-des-affrontements-entre-l-armee-et-un-groupe-arme>.

⁴ Selon les rapports de MINUSMA, les incidents ont concerné des membres des tribus Donzo Ton (groupes traditionnels de chasseurs), Dogon, Fulani et Bambara. Tous les rapports (trimestriels) adressés par le Secrétaire Général des Nations Unies au Conseil de Sécurité de l'ONU sur la situation au Mali sont accessibles sur <https://minusma.unmissions.org/en/documents>.

PHOTO

Peinture murale réalisée
par un jeune participant
de Tunisie

1.2 PROJET PILOTE

Le projet pilote pour la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans les régions du Sahel et du Maghreb a été lancé en juillet 2015 par l'UNICRI. L'étude de terrain menée sur les organisations et les activités de la société civile in en Algérie, au Burkina Faso, au Tchad, en Libye, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, au Niger et en Tunisie, a permis à l'UNICRI d'identifier les acteurs, les défaillances, les exigences, les zones d'intervention prioritaires et les critères généraux pour engager des partenaires locaux. Des séances d'information ont d'abord été organisées dans ces pays pour que les acteurs de la société civile puissent prendre connaissance du projet pilote. Ensuite, des appels internationaux à propositions ont été publiés :

- Pour les organisations de la société civile opérant dans les pays du Maghreb en juin 2016,
- Pour les organisations de la société civile opérant dans les pays du Sahel en août 2016,
- Pour les organisations de la société civile opérant dans les deux régions en juillet 2018.

Selon les critères des appels, les candidats devaient être engagés dans la prévention et l'atténuation des conflits, dans le développement de la citoyenneté démocratique et dans l'autonomisation des communautés locales. Des indications générales et non exclusives ont été fournies sur les objectifs préférentiels des propositions. Un ensemble de critères administratifs a permis de sélectionner des candidats faisant preuve de principes éthiques et de capacités de gestion de projets de taille et de valeur comparables.⁵ Différentes modalités contractuelles ont été adoptées pour garantir davantage de diversité parmi les organisations, avec un plafond de 60.000 \$ pour les organisations locales.

⁵ Parmi les critères administratifs appliqués pour la sélection des organisations, figuraient l'expérience acquise dans la gestion de projets semblables, des antécédents de bonne gestion financière et des capacités personnelles. Un exemple des lignes de conduite pour les candidats à la subvention est accessible sur : http://unicri.it/in_focus/files/CfP_SAHEL_ENG_Aug.pdf.



“

Le chômage des jeunes, la pauvreté, la marginalisation, la désertification culturelle, l'ignorance des jeunes et leur déception grandissante vis-à-vis la sphère politique, sont les raisons les plus fréquemment citées pour expliquer le phénomène de l'extrémisme violent en Tunisie .

Un partenaire de la Tunisie

”



I.3 APPROCHE : ÊTRE PRÊTS À NE PAS CONNAÎTRE À L'AVANCE TOUTES LES RÉPONSES

Le projet n'a pas été lancé dans le but de démontrer une théorie. Il n'y a pas eu d'approche clairement définie à suivre dès le départ. Quelques critères de fond, très généraux, ont été définis pour les organisations locales. Les organisations étaient censées opérer - mais ne devaient pas nécessairement être basées - dans les neuf pays. Elles devaient revendiquer une expérience dans la prévention et l'atténuation des conflits, dans le développement de la citoyenneté démocratique et dans l'autonomisation des communautés locales. Cette expérience ne devait cependant pas être obligatoirement très vaste.

“

Quel type de support doit être fourni pour qu'une personne soit plus résiliente face à la radicalisation?

”

PHOTO

Un atelier d'artisanat en Tunisie





En d'autres termes, l'UNICRI :

N'a pas défini les vulnérabilités qui constituent un risque de radicalisation ou d'adhésion à des groupes extrémistes violents et qui, en tant que telles, devaient être abordées ;

N'a pas restreint les types de groupes pouvant être considérés comme étant à risque de radicalisation ou susceptibles de rejoindre des groupes d'extrémistes violents, et devant donc être ciblés ;

N'a pas proposé de lignes de conduite sur la manière de gérer les vulnérabilités perçues et d'impliquer les groupes à risque.



Ce modus operandi prévoyait une évaluation et un monitoring précis de la part d'UNICRI. Les propositions d'interventions devaient venir des mêmes communautés qui en auraient bénéficié, sans aucune idée préconçue de la part d'UNICRI quant à la nature des propositions, à leurs exécutants ou bénéficiaires ultimes. Cette approche était basée sur la confiance dans la capacité locale de résoudre les conflits autochtones et sur la conviction que l'élan pour bâtir la résilience d'une communauté face aux tendances radicales doit venir de l'intérieur et être porté par la communauté elle-même. L'UNICRI a jugé qu'une démonstration des méthodes pour résoudre des vulnérabilités intrinsèques et présenter des solutions alternatives à l'adhésion aux groupes d'extrémistes violents aurait été plus efficace et plus durable si elle venait des communautés elles-mêmes.⁶

Par ailleurs, en choisissant de ne pas proposer de solutions à des problèmes en apparence similaires apparus dans neuf pays caractérisés par des contextes politiques, économiques, sociaux et géographiques différents, l'UNICRI espérait stimuler des solutions plus variées, plus ciblées et plus innovantes, tout en évitant les approches irréalisables imposées du haut vers le bas. Il souhaitait en outre être en position d'observer comment les communautés définissent les vulnérabilités et les personnes à risque. En collectant et en comparant ces définitions, l'UNICRI espérait pouvoir acquérir un meilleur aperçu et proposer des conclusions générales factuelles.

Bien entendu, une approche si ouverte et si flexible comporte certains risques. Les portraits des conflits locaux, tels qu'ils sont dessinés par les candidats, peuvent être partiels et influencés par leurs aspirations politiques. Les interventions proposées peuvent être de nature éphémère et incapables d'engendrer un élan suffisant pour que le changement souhaité prenne racine. Dans ces cas, l'échec pur et simple représente une possibilité raisonnable. Toutefois, malgré ces limites, l'UNICRI a adhéré à la nature « pilote » du projet, en la considérant comme une opportunité pour apprendre et améliorer la compréhension générale de l'efficacité des programmes qui abordent le thème de l'extrémisme violent à travers des données primaires. En comparant les interventions qui peuvent être considérées comme décevantes avec celles perçues comme réussies, l'UNICRI s'attendait à être en mesure de mieux comprendre les raisons qui sont à l'origine du succès ou de l'échec. Une telle approche offre l'opportunité de formuler des conclusions basées sur des méthodes testées et des éléments factuels issus du terrain.

⁶ Il s'agit là d'une des leçons apprises par l'UNICRI au cours de sa longue expérience dans la gestion de programmes et de projets d'aide au développement en étroite collaboration avec des pays du monde entier et dans de nombreux domaines liés à la sécurité. Elle est confortée par les résultats obtenus par d'autres organisations internationales qui opèrent dans des contextes comparables, telles le PNUD, et par des chercheurs internationaux. À ce propos, voir en particulier le rapport d'étude du PNUD « Journey to Extremism in Africa ».



1.4 SÉLECTION

Lors des trois appels à propositions, l'UNICRI a reçu 229 candidatures de la part d'organisations à but non lucratif et de la société civile ainsi que d'associations de médias, de femmes et de jeunes.⁷ Des candidats aussi bien internationaux que locaux ont répondu dans les neuf pays.

Parmi celles-ci, l'UNICRI a accordé des financements à 31 organisations, soit un montant total de plus de 3,3 millions de dollars. Un premier lot de 24 organisations a démarré ses activités en 2017 et doit les achever en 2019. Il s'agit notamment de 14 projets dans la région du Sahel et de 10 projets dans les pays du Maghreb. Les 7 autres organisations ont démarré à la mi-2019.

En cohérence avec les critères d'appel, la préférence a été accordée aux projets de portée régionale, par rapport aux projets mis en œuvre dans un seul pays. Cette préférence s'est avérée particulièrement pertinente lors de la sélection des propositions issues des deux premiers appels. Par conséquent, 9 des 24 projets comportaient des activités au moins dans deux pays.

Par ailleurs, la répartition géographique des projets dans les régions n'était pas prédéterminée. Pendant le processus de sélection, l'UNICRI⁸ a cherché à faire en sorte que les zones ciblées soient bien celles considérées comme étant les plus à risque, que les bénéficiaires ultimes appartiennent aux groupes les plus vulnérables et qu'un groupe varié d'exécutants soit chargé de la mise en œuvre. Une certaine attention a en outre été accordée aux approches d'intervention proposées. Les projets sélectionnés offraient différentes approches pour accroître la résilience dans les divers contextes géographiques, politiques, sociaux et économiques ; ils abordaient une grande variété de sujets et ils variaient en termes de durée et de volume. De cette manière, l'UNICRI a respecté la nature « pilote » du projet et a accordé l'espace nécessaire pour apprendre des leçons critiques.

⁷ En particulier, l'UNICRI a reçu 85 candidatures lors du premier appel à propositions, 41 candidatures lors du deuxième et 103 candidatures lors du troisième.

⁸ La sélection a été effectuée par un comité international constitué de membres UNICRI et d'experts indépendants.



31 Organizations

3.3 Million USD



La promotion d'alternatifs à l'adhésion aux groupes extrémistes violents, et l'avancement de certains moyens de résolution de vulnérabilités inhérentes, seront beaucoup plus efficaces et durables s'ils parviennent des communautés elles-mêmes.





PHOTO

Des participants à un atelier de théâtre en Tunisie

PROJETS

83 en total
dont 22 revus

BUDGET EN DOLLAR

3.3 Million
1.7 Million (54%)

1.5 MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

Sur les 24 projets financés à la suite des deux premiers appels à propositions et dont les activités ont démarré en 2017, 22 font l'objet de cette analyse. Deux projets qui gèrent un portefeuille de micro-subventions au Maghreb et au Sahel, ont été exclus de cette analyse. À travers ces micro-subventions, des financements ont été mis à la disposition de 52 autres projets : 38 au Maghreb et 14 au Sahel. Tout comme les 7 nouveaux projets en cours de lancement, ils seront analysés en 2019, permettant ainsi à l'UNICRI d'évaluer l'efficacité d'un total de 83 projets : 31 directement gérés par l'UNICRI et 52 micro-subventions supervisées par les partenaires opérationnels d'UNICRI. Le nombre de projets analysés par région sera donc de 51 pour le Maghreb et de 32 pour le Sahel.

Par ailleurs, cette analyse est basée sur les informations transmises par les organisations financées ainsi que sur les observations effectuées par l'UNICRI au cours de ses activités de monitoring.⁹ Elle inclut les contrats, les descriptions des projets jointes aux contrats, les rapports sur l'état d'avancement des activités et tous les documents de fond produits par les organisations, ainsi que les rapports des missions sur le terrain, des téléconférences, des réunions de coordination et des évaluations à mi-parcours, produits par l'UNICRI. Cela représente en moyenne plus de 10 documents de gestion par projet, auxquels s'ajoutent 11 manuels, 4 études et plusieurs présentations élaborées lors de stages de formation. Au total, plus de 235 documents ont été analysés.

⁹ Pendant la période d'analyse, l'UNICRI a fait appel à une équipe de sept personnes : quatre membres de l'équipe chargée du projet, deux consultants et un membre interne.

En ce qui concerne les types d'informations pris en considération :

1. Une attention particulière a été accordée à l'**analyse des conflits**, présentée par les organisations opérationnelles et exprimée par les participants dans leurs activités. Elle tient compte de toutes les spécificités de contexte - géographie, climat et développement politique - mais aussi du profil, du genre, de l'âge, de l'origine ethnique, du niveau d'autorité et d'implication des parties prenantes.
2. Les informations sur les **approches d'intervention** suggérées ont également été prises en compte, y compris le type d'activité exercée, sa fréquence au sein d'un même projet ou dans le cadre de plusieurs projets, les modèles de participation et les subtilités liées au contexte, aux préférences des organisateurs ou à la typologie de parties prenantes.
3. Les **organisations opérationnelles** aussi ont fait l'objet d'analyses approfondies : leur vision, leurs standards éthiques déclarés et les actions correspondantes, l'autorité qu'elles exercent (ou semblent exercer) dans une communauté,¹⁰ leur capital social ainsi que leurs capacités de gestion, analytiques et administratives. Au sein des organisations, une certaine attention a été portée à l'implication et au rôle des femmes ainsi qu'à la présence de personnes possédant une forte capacité de leadership.

¹⁰ Cet aspect peut être évalué à partir de leur réseau de contacts et de l'influence qu'elles exercent auprès des autorités traditionnelles et officielles, témoignée par la réponse de ces dernières aux invitations à participer aux activités des projets.

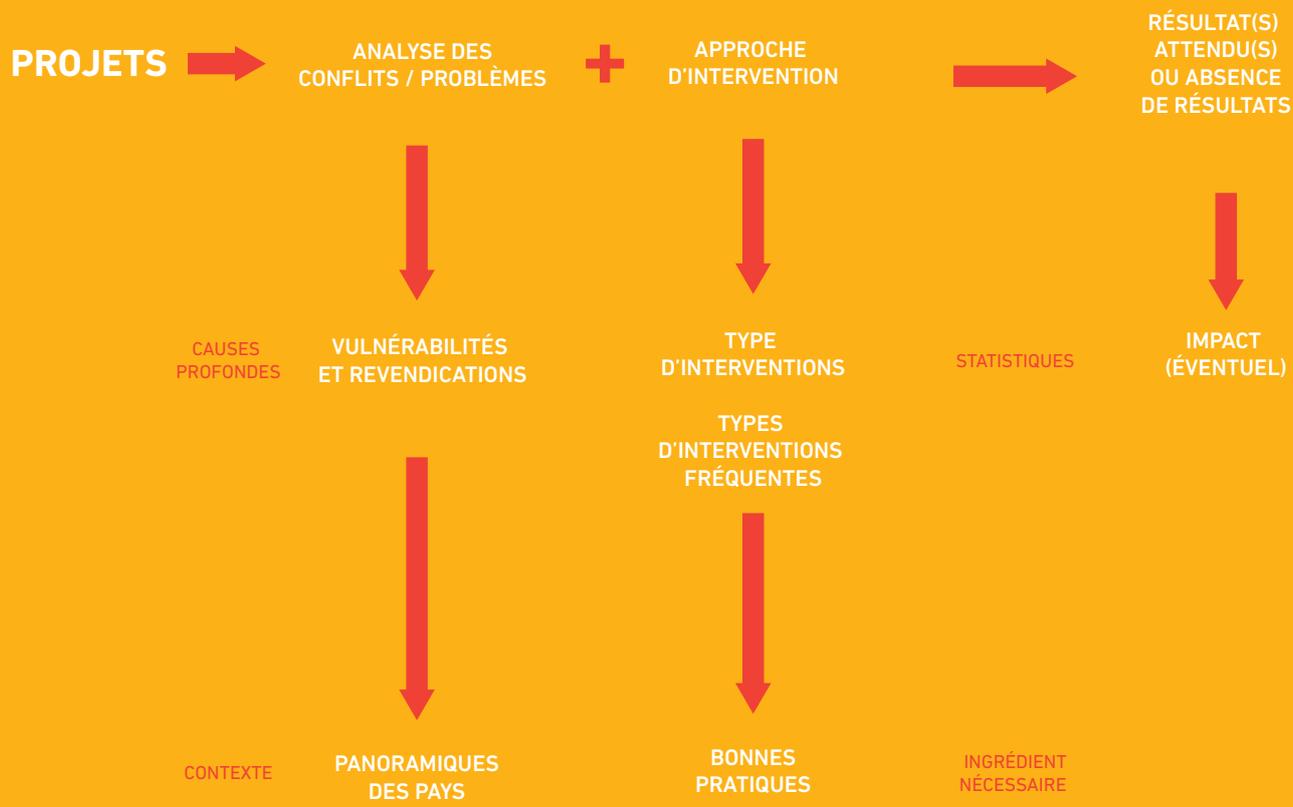


Ces informations ont été utilisées pour tracer une cartographie des causes profondes perçues de la radicalisation et, au niveau d'une communauté, de la typologie et de l'importance de vulnérabilités et de revendications particulières.

Au niveau national, cela a permis de façonner le cadre offert (ou pas) par l'État, tel qu'il est perçu par les communautés locales. Parallèlement, une cartographie de toutes les approches d'intervention a été dressée, permettant d'identifier celles qui ont été adoptées le plus souvent et celles qui ont donné des résultats ou qui ont eu un plus large écho tout au long de la durée des projets.

En ce qui concerne notamment ce dernier aspect, considéré comme une bonne pratique, l'UNICRI a recherché tous les éléments susceptibles d'agir comme des facilitateurs, y compris le rôle joué par les organisations opérationnelles elles-mêmes.





Graphique 1 : Analyse de la méthodologie

PHOTO

Un weekend d'activités sportives en Tunisie



2 CHAPITRE II PANORAMIQUE DES INTERVENTIONS

II.1 OÙ

La répartition géographique des 22 projets analysés est la suivante :

MAGHREB :	SAHEL :	NIVEAU RÉGIONAL :
8	7	7
PROJETS	PROJETS	PROJETS
1 en Libye	1 au Burkina Faso	1 Régional-Maghreb
1 au Maroc	4 en Mauritanie	6 Régional-Sahel
6 en Tunisie	2 au Niger	

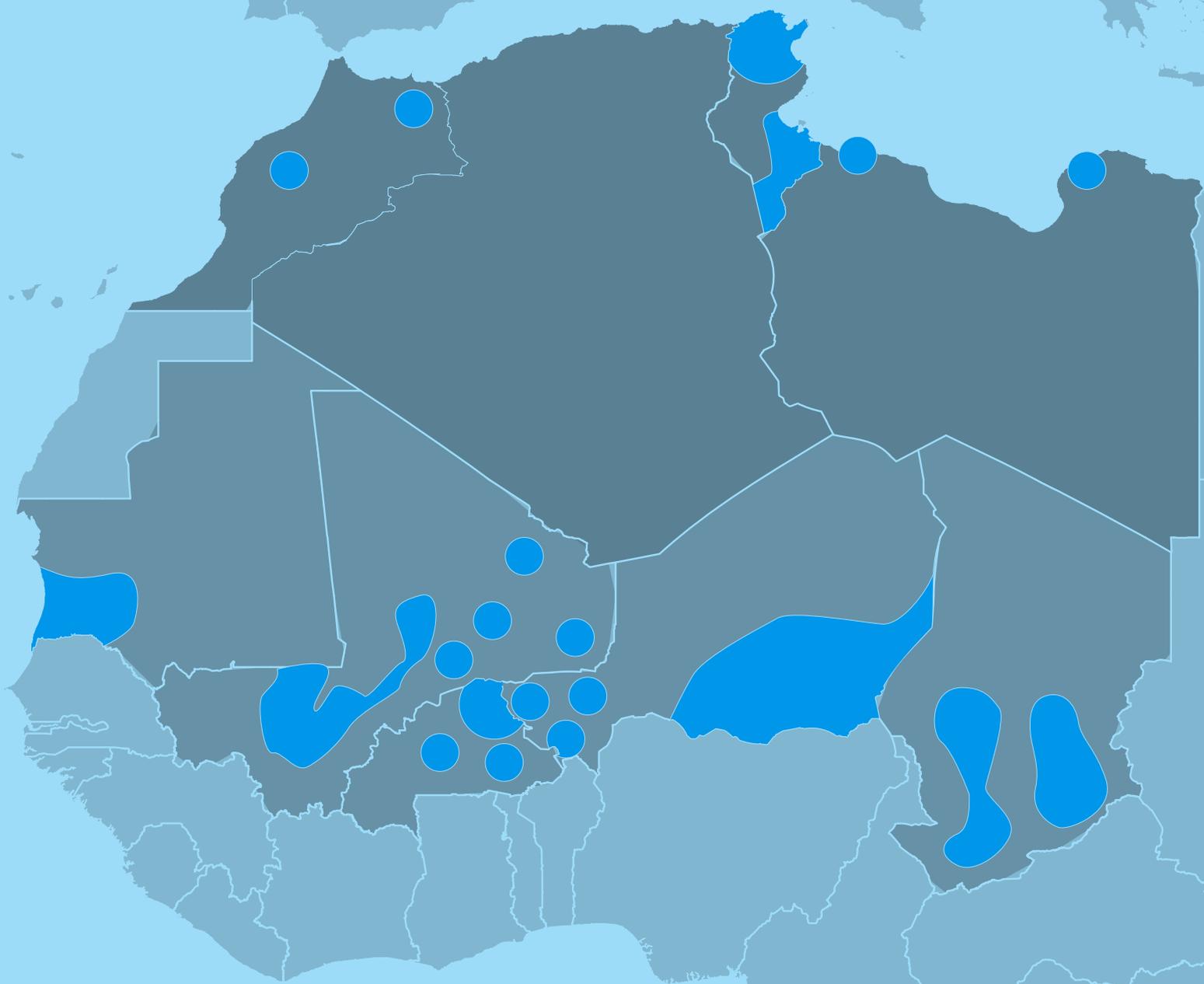
Cinq projets ont été réalisés dans des zones rurales, y compris chez les communautés de montagne de la province de Kasserine en Tunisie, dans les vastes étendues arides de la région de Gourma, au centre du Mali et dans la partie nord-occidentale du Burkina Faso, ou encore chez les communautés nomades des régions mauritaniennes de Trarza et Brakna à la frontière avec le Sénégal. Huit projets ont concerné des populations des zones urbaines et suburbaines, comme la banlieue de Nouakchott en Mauritanie ou la ville côtière de Syrte en Libye. Neuf projets ont mis en place des activités en faveur de populations à la fois rurales et urbaines.

Comme prévu, compte tenu de la nature des projets, les zones ciblées sont souvent caractérisées par des niveaux élevés d'insécurité, des tensions inter-communautaires et des conflits. Il s'agit des zones dans lesquelles opèrent des groupes d'extrémistes violents et où la force conjointe du G5 Sahel¹¹ est souvent présente.

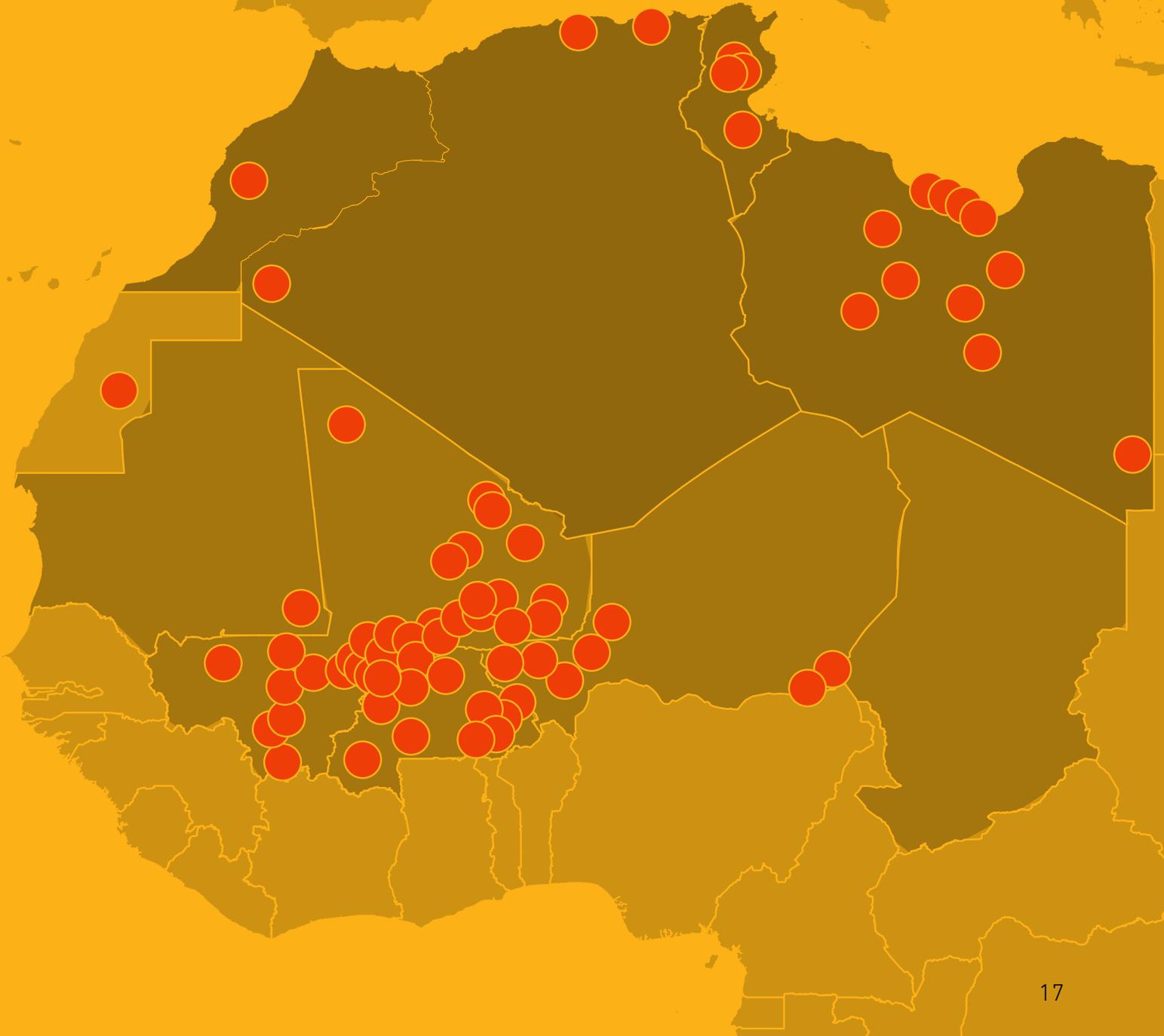
¹¹ Selon la Résolution 2359 pour la paix et la sécurité en Afrique : <http://unscr.com/en/resolutions/doc/2359>

UNICRI

CARTE DES PAYS D'INTERVENTION



CARTE DES ACTIVITÉS TERRORISTES





II.2 POUR QUI

Les jeunes forment un groupe largement sous-représenté et marginalisé de la population. Dans plusieurs pays ciblés, notamment au Maghreb, l'élan vers le changement est issu justement de ce segment de la population, plus particulièrement en Libye et Tunisie. Cependant, les systèmes administratifs post-révolution n'ont pas réussi à catalyser cette énergie et à la mettre au service du développement économique et social national, en ne laissant aux jeunes presque aucune solution pour la canaliser.

C'est dans cet esprit que les projets ont principalement travaillé en faveur des **jeunes**. Cela s'est fait aussi bien directement, en mettant en place des activités avec la participation des jeunes, qu'indirectement, au profit de prestataires de services, tels les éducateurs, de leaders religieux ou encore de parents. Il a été demandé aux organisations opérationnelles de définir un groupe cible spécifique, en tenant compte aussi des tranches d'âge des jeunes souvent recrutés par des groupes terroristes. Cette approche a mis en évidence des différences contextualisées sur le plan social et culturel. La notion de maturité varie en fonction des cultures et des régions ciblées par les projets et les limites supérieures de l'âge adulte diffèrent par rapport à celles des cultures occidentales.¹²

Globalement, les projets ont ciblé des enfants et des jeunes entre 5-6 et 35 ans. En détail :

- Enfants de l'école maternelle ;
- Élèves de l'école primaire ;
- Élèves des écoles coraniques ;
- Lycéens ;
- Étudiants ; et
- Essentiellement des hommes et des femmes en âge de travailler et sans emploi (jusqu'à 35 ans)

Ce groupe incluait des enfants vivant dans une extrême pauvreté, des enfants des rues, des enfants en échec scolaire, de jeunes hommes et femmes sans emploi ou actifs, à risque de radicalisation ou de recrutement. L'on dénombrait d'anciens esclaves, des membres de tribus, des paysans, des éleveurs nomades, des réfugiés, des jeunes déplacés à l'intérieur de leur pays ou rapatriés, des détenus et des activistes de la société civile. Certains d'entre eux avaient eu de mauvaises expériences avec les services répressifs, en subissant des violences ou des arrestations.

Un autre important groupe cible transversal était représenté par les **femmes**. Il comprenait de petites filles en âge pré-scolaire ou scolaire, des adolescentes célibataires, de jeunes femmes mariées et des femmes avec des enfants en bas âge. Plusieurs d'entre elles avaient subi des violences ; en particulier, l'un des projets ciblait les besoins des

¹² À des fins de cohérence statistique à travers les régions, les Nations Unies qualifient de « jeunes » les personnes entre 15 et 24 ans, sans préjudice d'autres définitions attribuées par les États membres. Disponible sur : <http://www.unesco.org/new/en/social-and-human-sciences/themes/youth/youth-definition/>



PHOTO

Atelier de peinture murale en Tunisie

femmes porteuses de handicaps en zone rurale. Si certains projets ont exclusivement travaillé au profit des femmes, ils se sont tous efforcés d'atteindre différentes catégories de la population féminine. Un objectif ambitieux avait été fixé (obtenir un taux de participation féminine de 50%), réalisé avec plus ou moins de succès. L'une des difficultés majeures a concerné la participation des femmes à des activités artistiques, des représentations publiques ou des activités dirigées par des professionnels de sexe masculin. Dans plus d'un cas, les familles ont fait preuve de réticence à l'idée qu'elles puissent y participer. Dans d'autres cas, de jeunes hommes ont exprimé leur malaise à l'idée de participer à des activités impliquant des groupes mixtes hommes-femmes. Ces circonstances ont obligé les organisations opérationnelles à trouver des stratégies d'atténuation différentes. Les activités impliquant et dirigées par des femmes ont bénéficié d'un avantage initial. Tous les projets, sans aucune exception, ont cependant fait des efforts pour obtenir des résultats positifs en termes de participation des femmes.

En même temps, l'attention portée à la participation féminine n'a pas toujours été cohérente. Ces défaillances ont été plus marquée dans les projets qui ciblaient des groupes vulnérables qui étaient déjà difficiles à atteindre, tels les communautés d'éleveurs de bétail nomades, les communautés tribales implantées dans des régions isolées et connues pour être le repaire de groupes terroristes ou encore les camps de réfugiés, inaccessibles à cause de restrictions à la liberté de mouvement, imposées pour des raisons de sécurité. Dans ces contextes très traditionnels, où la séparation des sexes était plus fortement exprimée, les efforts accomplis pour assurer le nombre attendu de participants se sont faits au détriment de l'égalité numérique entre les sexes. Cela pourrait finalement compromettre la durabilité des efforts accomplis, compte tenu du potentiel pacificateur des projets qui impliquent des membres des communautés des deux sexes. De nombreuses organisations opérationnelles ont signalé que les messages sincères de paix véhiculés par les femmes d'une communauté peuvent avoir un effet dissuasif important sur les actions de recrutement des groupes terroristes.

En dehors des jeunes et des femmes (les premiers considérés comme un groupe à risque de radicalisation et de recrutement, et les secondes perçues comme un groupe doté d'un fort potentiel dissuasif), les projets ont travaillé aussi avec des **leaders communautaires**, à savoir des membres d'une communauté investis et ayant de l'autorité, de l'influence ou du potentiel pour gérer ou pour mieux canaliser les revendications perçues. Cette catégorie inclut des autorités séculaires ou religieuses qui se retrouvent en contact avec des jeunes à risque, telles les imams, les prédicateurs/enseignants des écoles coraniques, les chefs de tribu et les éducateurs des structures scolaires officielles ou des associations de la société civile. Un autre groupe comprend les leaders d'opinion, tels les journalistes (télévision, Internet et radio) et leurs associations. Enfin, un petit nombre de projets a concerné des fonctionnaires publics pour s'attaquer à des injustices structurelles.

En s'adressant aux groupes les plus vulnérables et hautement marginalisés, les projets ont souvent été en contact et ont travaillé directement avec des **groupes de minorités et des tribus ethniques diverses** dans les régions du Maghreb et du Sahel. En détail :

- Amazingh en Tunisie ;
- Bambara au Mali
- (Régions de Segou et Mopti) ;
- Bozos au Mali ;
- Touareg Daoussakhs au Mali et au Niger
- (région de Tillabery) ;
- Dogons au Mali
- (région de Mopti) ;
- Dozos au Mali ;
- Fulanis au Mali et au Burkina Faso
- (Régions¹³ de Mopti et du Sahel) ;
- Tamashek au Mali
- (région de Gao) ;
- Touaregs au Mali et au Niger
- (régions de Tombouctou, Gao et Tillabery) ;
- Songhai/Sonrai/Zarmas au Mali et au Niger
- (régions de Mopti, Gao et Tillabery) ;
- Soninke en Mauritanie

D'après les calculs actuels :

1.683 personnes ont directement bénéficié des **22 projets**. Si l'on considère aussi les bénéficiaires indirects, le nombre de participants aux événements organisés dans le cadre des projet atteint **20.997** personnes, chiffre destiné à augmenter au fur et à mesure que les données seront analysées et vérifiées.¹⁴

¹³ Sahel désigne aussi une région du Burkina Faso.

¹⁴ L'UNICRI est en train de collecter et de vérifier les données ventilées par âge, sexe, groupe ethnique et lieu.



II.3 COMMENT

Les nombreuses et différentes activités réalisées par les projets dans les neuf pays ont été réparties en 13 catégories, afin de permettre leur comparaison. Ces catégories sont les suivantes :

1. Stages de formation	4. Séminaires	7. Interviews	9. Émissions radio	11. Théâtre
2. Stages de formation professionnelle	5. Conférences	8. Réunions	10. Campagnes	12. Événements musicaux
3. Soutien scolaire	6. Débats			13. Événements sportifs

La répartition par catégories¹⁵ a été basée sur l'objectif, le format et le type d'interaction des activités. Par exemple, en fonction de leur objectif, les activités analysées ont servi à instruire, favoriser, sensibiliser ou collecter des informations.

¹⁵ Trente autres événements ne sont pas encore classifiés (« autres ») car ils ne rentrent dans aucune de ces 13 catégories. Au fur et à mesure que tous les autres projets seront analysés et que leurs données seront collectées, l'UNICRI prévoit que cette catégorisation pourra être encore affinée.



PHOTO

Une participante au laboratoire de citoyenneté démocratique et l'art en Tunisie.



En Mauritanie, 380 élèves d'école primaire ont reçu un soutien scolaire en langues arabe et française et en géographie.



Les activités pédagogiques peuvent être encore réparties en :

- Soutien scolaire (cours d'alphabétisation et de langue française) ;
- Formation professionnelle pour les jeunes dépourvus de compétences génératrices de revenus ;
- Formation sous forme de cours magistraux pour acquérir une compétence particulière et spécifique au contexte ; et
- Formation conjointe à travers des discussions et des exercices dans le cadre de séminaires.

SOUTIEN SCOLAIRE

380

élèves de l'école primaire

FORMATION PROFESSIONNELLE

951

jeunes

ÉVÉNEMENTS DE FORMATION

547

participants

SÉMINAIRES

785

participants

Tableau 1 : Événements pédagogiques - répartition des participants



En termes de chiffres, les cours de formation représentent la majorité des événements organisés. Sujets traités :

- Éducation civique ;
- Analyse des conflits, y compris ceux de genre ;
- Approche non-violente de la gestion et de la solution des conflits ;
- Rôle des femmes dans le discours religieux et dans la culture démocratique et juridique ;
- Plaidoyer et leadership ;
- Débats et gestion de cercles de discussion ;
- Réflexion critique ;
- Développement stratégique ;
- Réseaux sociaux et cybercriminalité ;
- Techniques de recherche d'emploi.

La formation professionnelle a inclus des stages de plomberie, électricité, menuiserie, carrelage, horticulture, distillation de l'huile de romarin, coiffure féminine et masculine, artisanat de l'osier, du verre, de l'argile et du plâtre, et préservation des réserves naturelles d'éléphants. En plus des cours de formation professionnelle, 234 jeunes issus des zones rurales de la Tunisie ont participé à des séminaires de break-dance, de peinture murale, de photographie et de tatouage au henné. En Mauritanie, 380 élèves ont bénéficié d'un soutien scolaire en arabe, français et géographie.

Le théâtre et les émissions radio se sont avérés d'efficaces outils de communication pour la sensibilisation, notamment auprès des populations rurales. En Tunisie, des spectacles de théâtre de rue - créés à partir d'expériences réelles et mettant en évidence l'attraction exercée par les groupes extrémistes violents et le rôle joué par les femmes dans la construction d'un état moderne, fondé sur la tolérance - ont fait des tournées à travers plusieurs villes, en favorisant la prise de conscience et le débat. Les discussions se sont poursuivies sur les plateformes des réseaux sociaux. Au Niger, des émissions radio ont encouragé les habitants des zones frontalières à faire confiance et à collaborer avec les forces de sécurité.

Des campagnes écologiques et de santé, des événements sportifs et des spectacles musicaux ont souvent été organisés dans des communautés accueillant différents groupes sociaux et ethniques, comme autant de moyens de promouvoir la cohésion sociale. La plupart de ces événements ont été accompagnés de messages de paix et de tolérance.



PHOTO

Participants d'un atelier de théâtre en Tunisie.

En dehors des types d'événements organisés, des différences ont été observées dans l'approche adoptée par les organisations opérationnelles. Les différences suivantes ont été constatées :

ÉVÉNEMENTS LOCAUX POUR ATTEINDRE LA MASSE CRITIQUE

Organiser des événements communautaires pour sensibiliser la population générale jusqu'à atteindre une masse critique de consensus, puis entrer en contact avec les institutions.

par opposition à :

APPROCHE INSTITUTIONNELLE INTÉGRÉE

Travailler au niveau communautaire et, parallèlement, entrer en contact avec les décideurs institutionnels. Plaider pour un changement avec les deux parties jusqu'à atteindre la phase critique, lorsque le pas en avant vers le changement devient à la fois pratiquement nécessaire et l'étape suivante la plus logique.

ENCOURAGER LES JEUNES LEADERS À PRENDRE L'INITIATIVE

Autonomiser les individus dotés de qualités de leadership, sélectionnés au sein d'un groupe de jeunes formés, et les encourager à concevoir, organiser et gérer des initiatives locales pour répondre aux revendications perçues.

par opposition à :

DES ÉCHANGES DE PAIR À PAIR

Faire en sorte que les jeunes soient formés par leurs pairs pour exercer des activités ayant déjà été identifiées comme étant capables de répondre aux revendications. Il ne s'agit pas de donner carte blanche aux jeunes leaders formés pour qu'ils prennent des initiatives, mais de les encourager à faire partie d'une plus vaste mission de l'organisation opérationnelle.



II.4

QUI :

Les projets ont été mis en place par des organisations locales de la société civile, des associations de médias et des organisations internationales solidement établies dans les neuf pays concernés. En fonction de l'emplacement de leur siège, l'on dénombre 6 organisations de la société civile internationales et 16 nationales, ainsi réparties :

INTERNATIONALES



- Belgique : 1 organisation (Libye) ;
- Italie : 1 organisation (Maroc) ;
- Espagne : 1 organisation (Tunisie) ;
- États-Unis : 2 organisations (Burkina Faso, Mali et Niger) ;
- Royaume-Uni : 1 organisation (Burkina Faso, Mali et Niger).

LOCALES



- Burkina Faso : 1 organisation ;
- Libye : 1 organisation ;
- Mauritanie : 4 organisations ;
- Niger : 5 organisations ;
- Tunisie : 5 organisations ;

Le fait d'avoir un ensemble d'organisations locales et internationales sur place a permis à l'UNICRI d'analyser les possibles différences d'approche issues d'interprétations culturelles.



Les membres des équipes locales ont joué un rôle essentiel dans l'établissement d'une relation de confiance avec les communautés ; ils les encourageaient à participer aux activités et jouaient le rôle d'interprètes culturels.



Le fait d'avoir un ensemble d'organisations locales et internationales a permis à l'UNICRI d'analyser les possibles différences d'approche issues d'interprétations culturelles. Globalement, les organisations internationales avaient une bonne connaissance des aspects liés à l'analyse des problèmes, à la conception et à la mise en œuvre des projets. Elles connaissaient bien la région et ont pris soin d'interviewer les parties prenantes et d'effectuer une analyse des conflits et de la situation de départ avant de lancer des activités impliquant les populations locales. Elles ont fait preuve de compétence, d'engagement et de fiabilité. Ces organisations ont adopté une approche participative et inclusive, permettant aux communautés d'élaborer des activités d'atténuation des conflits et de consolidation de la paix. Certaines d'entre elles revendiquaient plusieurs années d'expérience dans ces domaines auprès de ces mêmes communautés. Très souvent, elles ont fait appel à des membres du personnel local pour accéder aux zones les plus dangereuses. La prudence dictait en effet de limiter l'exposition du personnel non local dans des activités en rapport avec l'extrémisme violent dans des régions éloignées, isolées et sillonnées par des groupes d'extrémistes. Dans ces cas, le personnel international risquait de devenir une cible facile. Par ailleurs, les membres du personnel local se sont avérés indispensables pour établir des rapports de confiance avec les communautés locales, en les encourageant à participer aux événements de projet et à agir en qualité d'interprètes culturels.

Les organisations locales ont souvent rencontré des difficultés à répondre aux attentes de la direction de projet, notamment au sujet de la rédaction des rapports des réunions. Certaines d'entre elles avaient une expérience limitée en matière de collaboration avec des organisations internationales. Ces organisations locales ont compensé leur manque d'expérience administrative par un remarquable engagement, une présence continue sur le terrain et des réseaux consolidés. En entreprenant des activités destinées à prévenir ou à lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent, elles ont occasionnellement mis en jeu leur propre réputation, ce qui a demandé une bonne dose de diplomatie pour articuler les problèmes dans leurs communautés respectives. Elles risquaient aussi d'être pénalisées par le fait d'être perçues comme des associations bénéficiant de financements internationaux et évoluant sur un terrain sensible. Ces organisations ont souvent fait appel à un leader puissant, ayant des relations, bien établi, influent et charismatique, qui était dans la plupart des cas leur fondateur et qui avait intensément œuvré pour bâtir la confiance de sa communauté. Ce type de leader pouvait compter sur un capital social important et le travail des organisations faisait partie de sa vision à long terme pour introduire le changement. En cas de changement de leadership, les organisations courraient néanmoins le risque de perdre la position d'influence dont elles avaient jusqu'alors bénéficié au sein des communautés.¹⁶

¹⁶ <https://www.usip.org/publications/2019/06/how-civil-society-can-help-prevent-violence-and-extremism>





PHOTO

Un atelier de « Breakdance »
en Tunisie

II.5 QUOI

Finalement, quels sont les typologies de revendications auxquelles les projets ont tenté de répondre ? Comme cela a déjà été rappelé, l'UNICRI n'a pas défini une typologie particulière de problèmes à laquelle s'attaquer. Il a invité les candidats à élaborer les problèmes rencontrés par les communautés, leurs effets sur les tendances à la radicalisation et les actions les mieux adaptées et les plus efficaces pour les résoudre et pour rendre les communautés plus résilientes. L'UNICRI a donc reçu des analyses détaillées par pays et par communauté, qui n'ont cessé d'être actualisées tout au long de la période de mise en œuvre des projets, à travers des rapports périodiques sur les incidents violents, les tensions communautaires et les obstacles administratifs rencontrés. Ces rapports ont été complétés par les mises à jour de la situation et les comptes rendus de mission sur le terrain des consultants UNICRI basés en Mauritanie.

Le tableau suivant énumère les problèmes qui ont été signalés et considérés comme étant susceptibles de saper la résilience des communautés. Globalement, 22 revendications ont été identifiées, couvrant des problèmes politiques, sociaux, éducatifs, économiques et sécuritaires.¹⁷ Même si toutes ces revendications ont été qualifiées de critiques pour les communautés locales, elles n'ont pas reçu la même attention et le même traitement. Les organisations opérationnelles n'ont pas su (ou n'ont pas pu) définir des mesures appropriées pour répondre à chacune d'entre elles. Cela peut être dû à leur portée limitée : dans la plupart des cas, les revendications résultent de défaillances dans l'exécution de la justice, auxquelles l'on répond beaucoup plus efficacement à travers des mesures institutionnelles. Ces mesures vont toutefois au-delà de la portée des organisations locales, lesquelles peuvent, dans le meilleur des cas, plaider pour des changements dans le cadre juridique. Or, ce processus peut demander des années et n'apporte pas d'avantages tangibles immédiats aux communautés concernées.

¹⁷ Il y a lieu de souligner la difficulté d'établir des catégories précises. Au fur et à mesure que d'autres projets seront analysés, l'UNICRI prévoit que cette catégorisation pourrait subir quelques légères révisions.



PHOTO

Un atelier rural pour les jeunes en Mauritanie

Globalement, 14 des 22 revendications exprimées ont été abordées par les projets. Le tableau offre des informations sur la logique d'intervention ainsi qu'une indication des pays où les interventions ont eu lieu :

GOVERNANCE	LOGIQUE D'INTERVENTION ¹⁸	PAYS
APPROFONDISSEMENT DES VULNÉRABILITÉS		
LIBERTÉ POLITIQUE		
GOVERNANCE INCLUSIVE		
Démocraties en transition, avec des bases fragiles pour bâtir une démocratie résiliente et généraliser le plein respect des droits de l'homme et des droits civils. Dans certains cas, elles traversent une crise de légitimité. ¹⁹ Les États sont centralisés et souvent responsables du retard de croissance des régions. Les villages et les tribus sont toujours régis par un transfert héréditaire du pouvoir. Certains groupes de la population ne sont pas politiquement représentés. Ils expriment un sentiment d'abandon et une crise générale des valeurs démocratiques, accompagnés d'un manque de confiance dans les institutions.	Élaboration de manuels et organisation d'activités d'éducation civique sur la citoyenneté active, en plaidant pour l'adoption d'un programme scolaire d'éducation civique.	Libye
PARTICIPATION DES CITOYENS		
Limitation des libertés d'expression et de rassemblement, manque de financements en faveur de la société civile. Absence d'opportunités de dialogue.	Formation, autonomisation, organisation de débats, plaidoyer en faveur des réformes des médias. Élaboration de manuels et organisation d'activités d'éducation civique sur la citoyenneté active, en plaidant pour l'adoption d'un programme scolaire d'éducation civique.	Libye, Mauritanie, Tunisie
RESPONSABILITÉ INSTITUTIONNELLE		
Comportements injustes et abusifs des autorités nationales ; signalements de cas de corruption, de trafics, de détournement de ressources financières et de clientélisme. Manque de confiance dans les institutions gouvernementales et les élus, avec un sentiment croissant d'impuissance. Situation économique difficile des journalistes, au détriment de leur indépendance. Dans certains cas, menaces générales d'intimidation, actes de violence ou tentatives de contrôle à l'égard des journalistes. Dans certains secteurs, les populations reprochent aux médias d'exagérer la portée des incidents et de stigmatiser leurs régions.	NON ABORDÉ	

PHOTO

Un atelier sur la gestion de sécurité en Burkina Faso.



ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS

Absence de services publics et, notamment, de protection de la part des forces de sécurité. Présence d'individus et de groupes criminels armés, lesquels augmentent le sentiment d'insécurité et/ou offrent des services de protection en se substituant à l'État. Dans les régions où l'on assiste à des déplacements de masse des populations, pour des raisons économiques ou de sécurité, il n'y a pas de services de l'État pour atténuer les effets des conflits qui en découlent. Les groupes violents armés profitent de cette situation, en établissant leurs camps d'entraînement à proximité des camps de civils. Dans certains pays, l'on recense des cas de segments de la population qui ne possèdent pas de papiers d'identité et qui sont réduits de facto à l'esclavage.

Réalisation d'interviews avec des groupes vulnérables, des autorités et des leaders pour déterminer la/les source(s) des revendications.

Mali, Niger

JUSTICE SOCIALE

Accès à la terre ou l'eau entravé ou contesté entre les agriculteurs sédentaires et les éleveurs nomades. Répartition inéquitable des ressources naturelles ; aucune attention aux exigences des animaux migrants. Immenses richesses accumulées dans les cercles du pouvoir. Dans certains cas, de riches individus en provenance des capitales font appel aux tribus nomades pour conduire leurs troupeaux, ce qui donne lieu à des conflits avec les tribus locales.

Réalisation d'interviews avec un groupe vulnérable (Fulanis) pour déterminer ses perceptions en matière de sécurité, mener des études et organiser des campagnes de sensibilisation. Organisation de stages de formation professionnelle et accompagnement à l'emploi d'éco-gardes pour les éléphants et leur environnement naturel.

Mali

Marginalisation sociale et politique, voire discrimination, à l'encontre de certains groupes sur la base de leur appartenance ethnique.

Organisation d'activités communautaires pour bâtir la cohésion sociale, y compris des représentations théâtrales, des événements sportifs et musicaux.

Mali, Mauritanie

ÉGALITÉ DES OPPORTUNITÉS

INCLUSION SOCIALE

Inégalité sociale, marginalisation ou stigmatisation des groupes vulnérables, y compris les femmes, les jeunes, les éleveurs, les minorités et les anciens esclaves. Polarisation sociale entre l'aristocratie foncière et les « cadets sociaux ». ²⁰ Pouvoir coutumier monopolisé par un nombre restreint de familles qui descendent des chefferies traditionnelles. Interdiction des mariages intercastes, témoignant de l'omniprésence des hiérarchies coutumières parmi les Fulanis. Désintérêt généralisé vis-à-vis des associations de femmes. Défis posés par l'intégration des rapatriés dans les communautés d'accueil et risque d'aliénation et de marginalisation.

Mise en place d'initiatives pacificatrices conçues et dirigées par des « cadets sociaux » : minorités ethniques, femmes, chômeurs, rapatriés et communautés d'accueil. Organisation de travaux de groupe avec la participation de représentants des deux sexes pour créer du lien social. Événements sportifs et musicaux, journées écologiques : événements sociaux pour réunir différents groupes autour d'une question consensuelle (par exemple, reboisement, hygiène publique, collecte des déchets). Favoriser le recours au théâtre et à la radio pour véhiculer des messages positifs pour la solution non violente des conflits. Formation des imams sur les valeurs démocratiques inscrites dans des textes officiels.

Mali, Mauritanie, Tunisie



PHOTO

Une préparation participative du budget au Niger

**TRAITEMENT ÉQUITABLE
ÉGALITÉ D'ACCÈS À LA JUSTICE**

Conflits non résolus en matière d'accès à la terre ou à l'eau. L'absence d'une parcellisation claire des terrains alimente les conflits inter-ethniques. Les femmes ne peuvent pas hériter des terres. Les groupes extrémistes violents se positionnent comme des protecteurs.

NON ABORDÉ

Disponibilité de ressources limitées pour le secteur de la justice, avec des conditions de travail précaires dans les tribunaux. Insécurité juridique : législation pénale avec à la fois des définitions vagues du terrorisme et des mesures anti-terroristes excessivement restrictives.

NON ABORDÉ

Impunité et partialité de la justice, perçues comme une source de frustration plus puissante encore que le « jihadisme ». Décisions de justice contestées, prétendument basées sur des faveurs et non sur la loi.

NON ABORDÉ

Absence de protection légale pour certains groupes, dont les femmes, ce qui les rend vulnérables aux abus. Droits légaux des femmes non reconnus ni respectés.

NON ABORDÉ

Impossibilité d'accéder à la justice dans les zones isolées, où le bétail des familles d'éleveurs est souvent volé par des bandits.

NON ABORDÉ

ESTIME DE SOI

ÉGALITÉ D'ACCÈS À L'ÉDUCATION

Niveaux élevés d'illettrisme, jusqu'à 60% dans certaines régions (dans la région de Mopti, au Mali, le taux d'alphabétisation est inférieur à 40%). Réflexion critique sous-développée. Les jeunes filles ne sont pas toujours autorisées à fréquenter l'école. Manque d'infrastructures scolaires, notamment d'écoles adaptées pour les communautés issues de la migration. Enseignants peu formés et mal rémunérés. Absence de programmes scolaires culturellement appropriés, dispensés dans les langues des communautés. Les programmes scolaires sont souvent basés sur le modèle colonial, qui n'est plus du tout adapté au contexte local.²¹

Cours de soutien scolaire dispensés en arabe et en français aux élèves de l'école primaire.

Mauritanie

PHOTO

Formation professionnelle en Mauritanie.



COMPÉTENCES GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Main d'œuvre non qualifiée. Certains pays ont assisté à une explosion du nombre d'écoles coraniques, dans lesquelles les jeunes reçoivent certes une éducation religieuse complète, mais aucune qualification technique ni possibilité d'intégration professionnelle. Ils manquent souvent d'éléments d'alphabétisation de base. Pour beaucoup d'entre eux, il est difficile de trouver un emploi dans une mosquée ; ils choisissent alors d'enseigner gratuitement le Coran, en devenant vulnérables à la mobilisation de la part des groupes extrémistes violents.

Organisation de cours de formation professionnelle pour le travail indépendant en horticulture, plomberie, électricité, menuiserie et carrelage. Organisation de cours de formation professionnelle pour les éco-gardes d'une réserve naturelle (maîtrise des incendies et protection des éléphants). Formation professionnelle associée à des cours de français, géographie et éducation civique.

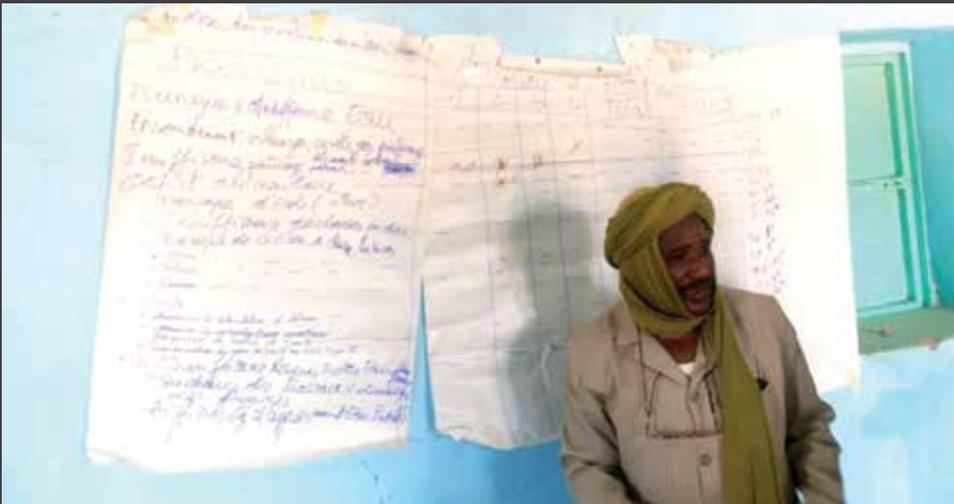
Mali,
Mauritanie,
Tunisie

ACCÈS À L'ÉDUCATION RELIGIEUSE

Absence d'éducation religieuse structurée et de supervision institutionnelle des écoles religieuses. Manque de connaissance des textes religieux et/ou interprétation obtuse. L'éducation des imams n'aborde pas les sujets liés aux valeurs civiques et démocratiques ni le cadre juridique dans lequel s'inscrivent l'égalité des genres et le respect des droits de l'homme, ce qui contribue à perpétuer l'exclusion. Le discours islamiste est exploité pour défier les autorités, qu'elles soient traditionnelles ou officielles, en se servant de l'idéologie comme d'une couverture opportuniste (« stratégie de branding ») pour des aspirations qui sont plus basiques, mais moins souvent exprimées (par exemple, la recherche d'indépendance, la rupture avec les traditions et la hiérarchie), en légitimant ainsi la guérilla.²²

Organisation de débats publics ou réservés aux jeunes, en utilisant des exemples des lois de la Sharia ; rédaction d'un manuel sur l'éducation à la paix, avec des exemples tirés des hadits ou du Coran. Inversement, formation des imams aux valeurs démocratiques inscrites dans des textes juridiques. Plaider auprès de l'union des imams pour la standardisation et le changement de leur éducation.

Libye,
Mauritanie,
Tunisie



PHOTO

Une préparation participative du budget au Niger

RESPECT, RECONNAISSANCE

OPPORTUNITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Extrême pauvreté, difficultés économiques, marginalisation économique, absence d'opportunités d'emploi et de développement. Les jeunes hommes des communautés du Sahel central manquent de moyens financiers ; ils ne peuvent donc pas se marier et franchir le seuil de l'âge adulte, ce qui les expose à la marginalisation sociale. Dans certaines régions, les taux élevés de chômage (bien supérieurs à la moyenne nationale) sont considérés comme une source d'insécurité plus pressante que la menace terroriste. La présence d'un grand nombre de diplômés parmi les chômeurs ne fait qu'exacerber le sentiment de déception et de marginalisation.

Organisation de cours de formation professionnelle pour le travail indépendant, y compris l'analyse des opportunités offertes par le marché et des formations pratiques sur les techniques de recherche d'emploi. Instiller un sentiment de fierté et d'appréciation pour le travail agricole.

Mali,
Mauritanie,
Tunisie

Le chômage des jeunes entraîne de longues périodes improductives.²³

Organisation de cours de formation professionnelle, complétés par des opportunités de travail rémunérées en tant qu'éco-gardes dans une réserve naturelle d'éléphants.

Mali

La diminution des ressources naturelles et la désertification entraînent l'appauvrissement de la population et alimentent les tensions inter/intra-communautaires.

Organisation de cours de formation professionnelle pour les éco-gardes chargés de défendre l'environnement naturel des éléphants contre les incendies de forêt et le déboisement.

Mali

La fermeture des frontières crée des barrières le long des routes migratoires, en limitant la migration de main-d'œuvre. Criminalisation de la migration économique.

NON ABORDÉ

PAIX ET SÉCURITÉ

PROTECTION

Insécurité alimentée par des tribus qui cooptent des groupes d'extrémistes violents pour se protéger des tribus rivales ou de la menace (perçue) représentée par les forces de sécurité.²⁴ Certaines zones, surtout frontalières, sont le théâtre d'activités terroristes.

Organisation d'interviews avec des membres d'un groupe vulnérable (Fulani) sur leur perception de l'insécurité ; formation sur l'analyse des conflits et initiatives pacificatrices. Réalisation de travaux de recherche. Promotion de la cohésion sociale.

Mali, Tunisie

RESPONSABILITÉ DES FORCES DE SÉCURITÉ

État d'urgence avec des pouvoirs discrétionnaires élargis des forces de sécurité et de défense. Soldats inexpérimentés, jeunes, mal entraînés et mal formés. Certains groupes ethniques (Fulani) sont peu représentés dans les forces de sécurité et ils subissent les conséquences de cette situation. Crimes commis ou perçus comme ayant été commis par les forces de sécurité et restés impunis : mauvais traitements, abus et violences sexuelles, arrestations arbitraires, extorsions et exécutions extrajudiciaires.²⁵ Les abus prolongés contre les femmes alimentent le désir de revanche pour venger leur honneur.

NON ABORDÉ

TRANSPARENCE DES FORCES DE SÉCURITÉ

Complicité perçue entre l'armée et les milices ethniques. Les forces de défense communiquent très mal sur leur mandat à la population locale, laquelle se montre donc hostile. Les forces armées étrangères communiquent de manière insuffisante avec les communautés et les forces locales, en alimentant les rumeurs, les soupçons et les incompréhensions. Les groupes extrémistes violents tirent profit de cette situation, en faisant de la propagande pour retourner la population locale contre les contingents étrangers. Les citoyens ne fournissent pas d'informations sur des activités ou des personnes suspectes aux forces de sécurité.

Cours de formation professionnelle dispensés aux éco-gardes pour les inciter à respecter les procédures de communication avec les forces de sécurité locales sur des activités ou des personnes suspectes (braconniers ou autres). Émissions radio pour promouvoir la collaboration entre les réfugiés et les forces de défense et sécurité.

Mali,
Mauritanie

TABLE FOOTNOTES

18 De nombreux projets ont signalé (et continuent de le faire) des revendications qui rentrent dans des catégories différentes. Ils ont toutefois souvent répondu à une seule ou juste à quelques-unes d'entre elles. Par conséquent, les revendications signalées, relatives par exemple à la gouvernance inclusive, sont valables pour plus d'un pays, mais elles n'ont été directement traitées qu'en Libye, en faisant appel à la logique d'intervention décrite.

19 Cette situation peut fragiliser les institutions, en laissant la porte ouverte aux trafics en tous genres et à d'autres types de comportements criminels, lesquels produisent à leur tour de la corruption et une mauvaise gouvernance, au détriment du bon fonctionnement de l'administration. Cela entraîne une boucle de rétroaction négative.

20 D'après une étude réalisée par International Alert dans les sociétés hiérarchiques du Sahel central, la ligne de séparation entre jeunesse et âge adulte est déterminée, en dehors du seuil numérique, par le statut social, matrimonial et professionnel d'un individu. L'anthropologie sahélienne utilise la notion de « cadets sociaux » pour désigner tous ceux dont le statut est peu ou pas du tout reconnu. Source : Raineri Luca, If Victims Become Perpetrators, Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel, Juin 2018, disponible sur <https://www.international-alert.org/publications/if-victims-become-perpetrators-violent-extremism-sahel>.

21 Bien qu'ils n'aient pas été directement signalés, il est important d'ajouter les effets de l'insécurité sur les activités scolaires, à l'origine de la fermeture de plus de 900 écoles primaires au Mali.

22 Les organisations opérationnelles ont observé une montée en puissance du discours religieux radical au Sahel, notamment parmi les jeunes. Elles considèrent que le discours moralisateur des prédicateurs radicaux encourage la remise en question (par les jeunes) du support des autorités coutumières et religieuses en faveur du système de gouvernance clientéliste dans certains pays du Sahel. Pourtant, l'une des études menées montre que les acteurs qui s'alignent sur une lecture radicale de l'Islam ne sont pas violents et que, en réalité, l'influence des groupes extrémistes violents est forte dans les régions où les mouvements radicaux institutionnalisés ne le sont pas.

23 Il entraîne parfois des exodes et des tentatives risquées d'émigration en Europe.

24 Même si cela n'est pas expressément documenté dans les rapports, l'on peut déduire que l'insécurité est souvent créée aussi par des groupes de trafiquants en tous genres.

25 Voir aussi l'article de Corinne Dufka, Directrice Afrique Occidentale chez Human Rights Watch, Burkina Faso's atrocities in the name of security will help terrorists' ranks, publié le 12 juin 2019 sur le Washington Post. Disponible sur : (<https://www.washingtonpost.com/opinions/2019/06/12/burkina-fasos-atrocities-name-security-will-help-terrorists-ranks/> and <https://www.hrw.org/news/2019/06/12/burkina-fasos-atrocities-name-security-will-help-terrorists-ranks>)

CHAPITRE III CONCLUSIONS



III. 1

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Il est nécessaire de prendre en compte quelques limitations :

- L'analyse a concerné 22 des 31 projets directement gérés par l'UNICRI. Surtout, elle n'inclut pas 52 autres projets qui ont reçu des micro-subventions via deux organisations opérationnelles.
- Si quelques-uns des projets examinés ont achevé leurs travaux, la plupart sont toujours en cours à la date d'aujourd'hui et sept autres ont été lancés à la mi-2019. Par conséquent, la documentation complète des projets doit encore être reçue et analysée.
- Bien qu'il soit déjà possible de constater des bonnes pratiques, l'analyse est toujours en cours. À ce stade, l'on ne peut donc qu'esquisser une tendance de leur impact.
- L'évaluation a été complétée par une analyse médiatique des projets, afin d'établir le degré d'attention que leurs interventions ont suscité de la part de sources externes, telles les organes de presse et les réseaux sociaux. L'analyse n'a pas encore pris en compte de sources autres que celles gérées ou suggérées par les organisations opérationnelles et les observations d'UNICRI sur la couverture médiatique. Par ailleurs, l'analyse des médias a largement exclu la couverture média en langue arabe, hormis celle qui a été signalée par les organisations elles-mêmes.



PHOTO

Des participants à un laboratoire de citoyenneté démocratique et art en Tunisie.

Ces limitations sont censées être largement surmontées pendant l'analyse finale que l'UNICRI effectuera dans les mois à venir.

En règle générale, l'on peut remarquer que toutes les interventions se sont efforcées, d'une manière ou d'une autre, d'aborder un **problème structurel** en compensant un service non offert par l'État ou en encourageant une citoyenneté active, afin de pousser les structures publiques à devenir plus représentatives de la diversité de leurs populations. Globalement, les projets ont abordé quatre domaines politiques :

1. Gouvernance ;
2. Éducation ;
3. Économie ;
4. Défense (et application de la loi).

Interviews avec les populations locales, débats et séminaires axés sur des problèmes structurels. Dans chaque cas, les communautés sont confrontées à plus d'une de ces questions. Par exemple, les tribus qui vivent dans les régions transfrontalières entre le Mali et le Niger subissent la pauvreté, l'exclusion sociale et l'insécurité, d'où la formation de flux migratoires constants de personnes en quête de travail et de sécurité. Il en est de même pour les zones montagneuses de Kasserine en Tunisie ou la région de Gourma qui s'étend du Mali vers le Burkina Faso. Par ailleurs, la région de Gourma est exposée aux pressions environnementales dues à la désertification, ce qui exacerbe les vulnérabilités.

III. 2 BONNES PRATIQUES

Quelle que soit leur approche - formation professionnelle, séminaires sur la cybercriminalité, débats politiques, émissions radio ou cercles culturels - pratiquement tous les projets se sont attachés à montrer la voie pour surmonter les défaillances structurelles. L'on peut néanmoins observer une **différence majeure** dans l'approche adoptée par les associations locales par rapport à celle des organisations internationales. Les unes et les autres ont travaillé avec les mêmes groupes sociaux et dans les mêmes régions (urbaines ou rurales), en organisant les mêmes types d'événements. Les organisations locales ont cependant tout naturellement intégré dans leur approche l'élément culturel prédominant dans ces communautés : la **religion**.

Dans cet esprit, la principale différence qualitative entre les deux approches devient évidente :

CAS N. 1	CAS N. 2
Les organisations internationales et les associations de la société civile locales doivent organiser des stages de formation sur l'analyse des conflits.	Les associations locales doivent inclure des réflexions sur/ des références aux enseignements islamiques.
Les organisations internationales et les associations de la société civile locales ont travaillé pour favoriser une citoyenneté active à travers l'enseignement des valeurs civiques et la sensibilisation vis-à-vis des principes constitutionnels.	Les associations locales devront toujours mettre ces valeurs en relation avec celles exprimées dans le Coran et les hadiths.

Cette approche reflète le rôle central de la religion et des leaders religieux dans l'existence des communautés de ces régions marginalisées, où les mosquées sont à la fois des lieux de prière, surtout le vendredi, et des espaces publics où la population se réunit. Les imams ont à leur tour plusieurs casquettes : prédicateurs, éducateurs communautaires et sources d'informations.

Si, comme l'ont montré plusieurs études, les groupes violents recrutent en se servant d'un ensemble de facteurs d'attraction et de répulsion, qui mettent l'accent sur les revendications et les promesses d'estime de soi, de reconnaissance et d'inclusion, ils le font en invoquant le langage et le code culturel de l'Islam, bien présents dans le cœur et l'esprit des jeunes et qui agissent comme un ciment social dans plusieurs de ces communautés.



Les associations locales ont naturellement incorporées dans leur approche l'élément culturel le plus prédominant dans ces communautés : la religion



REVENDEICATIONS
STRUCTURELLES



COMMUNICATION SELON LE CODE
RELIGIEUX



PHOTO 1

Un manuel scolaire promouvant la paix, la non-violence et la citoyenneté, lu par des élèves d'une école Coranique au Niger.

PHOTO 2

Un atelier de discours religieux et de culture démocratique en Tunisie.

Les associations locales ont adopté la même approche pour obtenir l'effet inverse. Elles l'ont fait sans fournir aucune argumentation spécifique dans leurs rapports et plans de travail. Ce n'est qu'en examinant les documents utilisés dans leurs événements (matériel utilisé lors des stages de formation, les cours de soutien scolaire et les séminaires ou messages transmis à l'occasion d'événements sportifs ou d'émissions radio) que l'on peut remarquer l'exploitation de références d'inspiration religieuse. Cela pourrait être interprété comme la conséquence d'une structure relativement limitée des documents standard de gestion des projets, généralement influencés par la culture occidentale, plus laïque.

Dans la situation hypothétique opposée, les organisations locales et internationales ne devraient faire aucune référence (observable) à l'idéologie religieuse à aucune étape de leur travail : lors de la sélection des parties prenantes, des types d'activités, des endroits ou des matériels à utiliser. Une telle situation impliquerait que l'idéologie religieuse revêt une moindre importance, voire qu'elle est parfaitement négligeable pour rendre les communautés locales plus résilientes face à la propagande et à la stratégie de recrutement des groupes extrémistes violents. Les projets se retrouvent alors seuls pour répondre aux revendications politiques et aux vulnérabilités engendrées par les défaillances politiques mentionnées dans le tableau du Chapitre II.5.

Au contraire, les organisations locales qui opèrent dans les régions du Maghreb et du Sahel ont adopté une approche qui reconnaît l'importance et qui respecte profondément la culture inscrite dans la vision du monde de l'Islam, en englobant les valeurs et les enseignements islamiques dans leurs initiatives contre la radicalisation. Il est intéressant de remarquer que, même lorsque les organisations internationales ont dispensé à la jeunesse locale une formation fondée sur des valeurs universelles de respect des droits de l'homme et d'égalité des sexes, en l'encourageant à concevoir et entreprendre des initiatives pacificatrices, ces jeunes leaders ont organisé des activités avec l'implication de leaders religieux en tant que puissants influenceurs locaux, ou bien ils ont fait appel aux valeurs de l'Islam avec lesquelles ils ont grandi.





III.3

EXEMPLES DE RÉUSSITE

Quelques organisations ont réussi dans leurs efforts de plaidoyer et, tout en travaillant avec les communautés, elles ont passé des accords formels avec des agences gouvernementales. Même si rien n'est garanti, de tels accords sont censés se généraliser et perpétuer les progrès accomplis. Par exemple :

LIBYE	Une organisation locale a signé un accord avec le Ministère de l'Environnement pour intégrer le manuel sur la citoyenneté active, développé par le projet, dans le programme de l'école primaire.
NIGER	Un manuel, destiné aux enseignants des écoles coraniques, sur des arguments islamiques destinés à favoriser la paix, la non-violence et les valeurs civiques, a été imprimé à 2.000 exemplaires, distribués aux écoles et utilisés dans le cadre de leur programme didactique. Auparavant, les enseignants de ces écoles n'utilisaient pas de manuels de cours spécifiques. Des enseignants d'établissements scolaires non inclus dans le projet ont demandé à recevoir le manuel.
TUNISIE	Une organisation locale, qui a invité des imams lors de débats sur les principes constitutionnels et les droits des femmes, a été saluée par de nombreuses parties prenantes, dont le Ministère des Affaires Religieuses. Ce Ministère a signé en février 2018 un accord de partenariat avec cette organisation pour poursuivre le travail sur l'éducation des imams.
MAURITANIE	Deux organisations locales ont reçu une communication du Ministère des Affaires Islamiques, en reconnaissance de leurs efforts dans la formation des jeunes issus des régions rurales sur les thèmes de la tolérance.

Plusieurs autres projets ont démontré que les valeurs transmises ont été adoptées et intégrées par les jeunes, les femmes, les imams, etc. Ces projets ont publiquement abordé des questions jugées interdites, proposé de nouvelles approches pour traiter des thèmes sensibles, encouragé les réflexions sur des sujets autrefois délaissés, ou fait le lien entre des problèmes qui semblaient sans rapport.



Par exemple :

- 75 jeunes hommes et femmes issus de neuf villes tunisiennes se sont réunis pour produire trois spectacles de théâtre de rue. Ils ont organisé une tournée dans le pays, en se produisant dans des espaces publics et en attirant des catégories de spectateurs très diverses. Les pièces ont abordé les thèmes de la radicalisation, de l'adhésion à des groupes d'extrémistes violents et du rôle des femmes dans la société. Elles ont été suivies de débats publics, qui se sont poursuivis sur les plates-formes des réseaux sociaux, en attirant un encore plus grand nombre de jeunes. Le retour d'information des jeunes qui ont participé à la production des spectacles suggère que l'approche qui consiste à traiter des sujets à partir des valeurs universelles et de la culture tunisienne a été très efficace, en les inspirant à poursuivre leur engagement civique au sein de leurs communautés respectives.
- Les élèves d'un lycée de Guercif, ville située au nord-ouest du Maroc, ont mis en scène une pièce de théâtre inspirée de l'histoire vraie d'un jeune marocain issu d'une famille aisée, qui s'est radicalisé via les réseaux sociaux en l'espace de 21 jours. En attirant l'attention sur la facilité avec laquelle les jeunes tombent dans le piège de la radicalisation, la pièce a remporté en février 2018 le concours théâtral de la province de Guercif, en se qualifiant pour le concours régional à Oujda. Même si la pièce n'a pas été sélectionnée pour le concours national, son metteur en scène - un professeur de lycée qui avait participé à la formation dispensée par le projet pilote de l'UNICRI - a décidé de la produire avec d'autres classes de son établissement scolaire et de la faire évoluer. L'idée est d'organiser une tournée dans la province de Guercif et de présenter cette fois la pièce en langue arabe.
- Dans la région de Gourma, au Mali, des bases concrètes ont été jetées pour améliorer à long terme la cohabitation précaire entre la population et les éléphants. Les pâturages utilisés par les éléphants ont été sauvegardés et la subsistance des tribus locales a été assurée à travers une formation professionnelle d'éco-gardiennage. Grâce à cette formation, des éco-gardes ont commencé à patrouiller la réserve naturelle, en construisant des barrières contre les feux de forêt et en signalant aux gardes forestiers officiels toute activité suspecte relative au braconnage et au trafic d'éléphants. Les communautés locales ont souscrit une charte pour l'exploitation de l'espace partagé, en réduisant les tensions inter-communautaires sur l'utilisation des ressources. Aucun des éco-gardes formés n'a quitté son emploi et n'a rejoint les groupes d'extrémistes présents dans la région.



III.4

ESSAIS ET ERREURS

L'identification des bonnes pratiques et des exemples de réussite a été possible en comparant les projets en termes de : type d'interventions retenues ; fréquence à laquelle elles ont réuni les membres d'une communauté ou plusieurs communautés ; rôles attribués aux membres des communautés ; degré d'inclusion de différentes catégories de membres d'une communauté ; dimensions de ces rencontres ; éventuels efforts accomplis pour inclure des prestataires de services gouvernementaux ; résultats de ces efforts. La comparaison a permis à l'UNICRI de mieux comprendre les circonstances dans lesquelles les efforts consentis n'ont pas abouti à des résultats particuliers ou durables (au moins pendant la durée du projet) et d'identifier les éléments à l'origine d'une telle issue. Par exemple :

- L'implication des agences gouvernementales et de leurs représentants en leur qualité officielle requiert des procédures qui demandent beaucoup de temps. Par exemple, un projet a fait appel à un ministère gouvernemental pour autoriser des partenariats avec des agences pour la jeunesse qui opèrent à l'échelon communautaire. Ce processus a demandé près d'un an, pendant lequel le projet est effectivement resté en suspens. Le projet exigeait la participation de ces agences locales pour la jeunesse, dans la mesure où elles étaient parmi les rares interlocuteurs durables chargés et rémunérés pour travailler avec les jeunes au sein des communautés locales. Le fait de les aider à redynamiser et améliorer leur engagement avec les jeunes dans des communautés isolées ciblées, a permis de faire la différence entre des jeunes disposant d'un endroit sûr pour organiser des activités post-scolaires et interagir entre eux de manière utile et ceux qui n'ont aucun lieu où aller. L'accumulation d'un retard significatif - pourtant raisonnablement prévisible - a poussé le projet à emprunter des raccourcis au moment de sa mise en œuvre, ce qui a compromis sa stratégie à long terme.
- Bien entendu, les communautés privées de ressources et d'opportunités pour un engagement utile de leur jeunesse sont confrontées à une multitude de problèmes qui requièrent de l'attention et qui ont vraisemblablement tous la même importance. Sans une analyse initiale correcte des parties prenantes et des conflits, il peut être désespérément difficile de décider quel problème individuel aborder à travers un projet dont la durée et les financements sont limités ou, pour les projets qui s'attaquent à plus d'un problème, comment établir leur priorité. Un projet a relevé ce défi en organisant un nombre impressionnant d'activités diverses et variées, dans le but d'impliquer différents segments des communautés ciblées. Parmi ces activités, figuraient la production d'un manuel sur l'éducation à la paix ; des débats avec des



PHOTO

Événement prenant place en parallèle à l'assemblée du Parlement européen

journalistes, des étudiants, des femmes, des imams et la population en général ; des cours de soutien scolaire pour les élèves de l'école primaire ; des cours de formation professionnelle pour les élèves plus âgés ; des événements de formation ; des journées écologiques. Les thèmes étaient variés et souvent vastes : assainissement, hygiène, journalisme, éducation, sport et musique. L'ensemble des sujets et des activités ont été sélectionnés parmi ceux censés accroître la résilience à la radicalisation dans des régions à risque, pauvres et isolées. Toutefois, la durée relativement courte du projet n'a pas permis de consolider ou de renforcer les relations établies au cours de ces activités. La pure ambition a légué des activités mal connectées et pas suffisamment structurées pour créer des partenariats stables et durables entre les autorités municipales, les imams, les femmes ou les jeunes.

- Certains projets ont montré des incohérences internes. Si l'importance d'impliquer les femmes et de leur attribuer un rôle significatif dans la phase de mise en œuvre a été comprise, comme en témoignent les excellents indicateurs qui montrent le niveau d'obtention des résultats attendus, certains projets n'ont pas réussi à capitaliser sur les compétences et sur la confiance nouvellement acquises par les femmes. Un projet a permis à des femmes prédicatrices de devenir des formatrices pour imams, en bâtissant leur formation sur des droits garantis constitutionnellement. Ces femmes prédicatrices n'étaient cependant pas engagées dans des cours sur les mêmes sujets que ceux proposés par le projet aux imams.
- La religion et, plus particulièrement, les enseignements islamiques, ont été présents dans toutes les activités mises en place par les organisations opérationnelles locales. Elles en ont reconnu l'importance dans la vie quotidienne des communautés qu'elles ont essayé d'aider ainsi que celle des exigences auxquelles la religion tente de répondre. Un projet est allé plus loin, en mettant un accent encore plus marqué sur la religion. En répondant à une demande formulée par les jeunes avec lesquels il travaillait, le projet a programmé un débat dans une communauté locale sur un sujet ayant trait à l'organisation de la vie et des structures religieuses. Cependant, à cause de la nature controversée de l'argument, les autorités locales ont annulé le débat. À cause de la baisse de motivation que cela a entraîné parmi les jeunes participants, certains ont abandonné le projet.

Il va sans dire que presque tous les projets ont dû relever des défis. En particulier, les défis illustrés ici ont mis un projet à rude épreuve, jusqu'à compromettre sa stratégie. Pourtant, ces défis particuliers, ces obstacles bureaucratiques chronophages, ces longues listes d'objectifs irréalisables, ces incohérences internes dans l'exécution des projets ou encore ces thèmes controversés abordés sans l'accord des autorités, sont d'une nature telle qu'ils auraient pu être prévus dans le cadre de n'importe quel projet.



PHOTO

Performance théâtrale
en Tunisie.

III.5 RECOMMANDATIONS ET ENSEIGNEMENTS

L'analyse des causes à l'origine des vulnérabilités d'une communauté demande inévitablement de se tourner vers le passé. Par exemple, les actuels conflits fonciers soulèvent la question de savoir à qui appartenaient à l'origine les terres (éleveurs ou agriculteurs) ; quel homme fort avait-il usurpé ces droits à travers, peut-être, des malversations ; comment assure-t-on le respect des nouveaux droits de propriété ; si la répartition d'origine des terres était vraiment équitable. Une telle analyse devrait naturellement prendre en compte les relations tribales, les mécanismes de justice appliqués, les pressions migratoires et, en plus général, géopolitiques.

Le processus de monitoring de la mise en œuvre de différents projets dans neuf pays nous a appris que, pour avoir succès, les mécanismes de renforcement de la résilience des communautés doivent être tournés vers l'avenir. Certes, ils doivent intégrer une analyse précise des conflits et des parties prenantes pour éviter d'aggraver les revendications et les injustices existantes. Ils doivent également mener une analyse de contexte pour faire en sorte que l'intervention suive la logique des valeurs et des pratiques des communautés locales, ainsi que comprendre l'environnement dans lequel elles évoluent. À partir de ce point de départ, ils doivent ensuite créer un environnement dans lequel les communautés elles-mêmes puissent discuter et s'accorder sur l'avenir dont elles souhaitent en faire partie.

À travers l'analyse des tous ces éléments, l'UNICRI est en mesure de formuler des conclusions préliminaires sur les types d'interventions les plus efficaces pour accroître la résilience d'une communauté.

QUE FAUT-IL FAIRE ?	OÙ ?	COMMENT ?	QUI ?	TOUT LE MONDE DOIT SAVOIR ?
SUJETS	ZONES D'INTERVENTION	APPROCHE	ORGANISATION	VISIBILITÉ
DÉFAILLANCES STRUCTURELLES Les programmes abordent des problèmes qui rendent certains groupes de la population (particulièrement) marginalisés et vulnérables.	SOUS PRESSION Zones dans lesquelles les services publics de base ne sont pas fournis, ont subi des détériorations ou ne sont pas en mesure de répondre à la demande exprimée par la communauté.	PARTICIPATIVE Les problèmes abordés par un programme sont définis par la communauté selon une approche participative.	CONFIANCE Les programmes sont dirigés par des personnes qui ont gagné la confiance de la communauté au cours de longues années de plaidoyer en sa faveur.	POPULATION GÉNÉRALE Les programmes instillent l'espoir que le changement est possible et que des efforts sont menés pour réduire la vulnérabilité.
DÉFAILLANCES PERÇUES Les programmes abordent des questions qui sont perçues comme étant injustes par des membres marginalisés de la communauté.	ISOLEMENT Les régions difficiles d'accès et, donc, peu ou pas du tout desservies par les services publics de base.	UN CODE QUI FAIT ÉCHO Les programmes font clairement référence aux spécificités culturelles et, en particulier, au principal ingrédient culturel dans les communautés : les enseignements islamiques.	IMPORTANT INVESTISSEMENT PERSONNEL Les programmes sont dirigés par des individus qui risquent leur réputation personnelle en cas d'échec.	JEUNES Les programmes rassurent les jeunes quant à l'existence de solutions alternatives viables à l'adhésion aux groupes d'extrémistes violents.
		INVESTISSEMENT DE TEMPS Les programmes créent des opportunités d'interaction plus fréquentes avec les communautés sur une plus longue durée, en bâtissant leur confiance et leur engagement.	CAPITAL SOCIAL Les programmes sont dirigés par des organisations implantées dans les communautés ou qui font appel à des personnes disposant d'un important capital social.	COMMUNAUTÉ En impliquant les femmes, les programmes véhiculent l'importance de leur rôle dans la communauté, en améliorant leur statut social.
		RÉFLEXION CRITIQUE Des programmes pour développer des compétences cognitives permettant de reconnaître la manipulation et de faire la distinction entre les faits et les opinions, en vue de rendre les membres de la communauté plus résilients.		FEMMES En impliquant les femmes, les programmes leur offrent les moyens de véhiculer des messages de paix et de tolérance ainsi que des solutions alternatives au sein de leurs familles.



SUBSTANTIELLE : Adapter l'approche au groupe cible déclaré

- **L'INFLUENCE ENTRE PAIRS** : Offrir aux jeunes une vision pour leur avenir et la perspective d'un monde bien plus vaste que leur village. Les impliquer dans des débats fondés sur les valeurs et les principes de dignité, estime de soi, reconnaissance, émancipation et autonomisation. Si les jeunes représentent le groupe cible déclaré, les organisations qu'ils dirigent doivent être supportées et financées au lieu d'être discriminées sous prétexte de l'âge ou d'un manque perçu de crédibilité.
- **LES FEMMES POUR LES FEMMES** : Les associations féminines sont les mieux placées pour accéder aux femmes dans ces régions. Dans certaines sociétés (par exemple, en Tunisie), il peut arriver dans un premier temps que les jeunes évitent les opportunités de travailler avec des femmes. Les projets ont souvent fait appel aux femmes et à leur rôle d'actrices puissantes dans des activités pacificatrices. Même si cela peut représenter au départ une question controversée pour le projet, négliger l'implication des femmes signifie de facto négliger la moitié du groupe de population ciblé.
- **LUTTER CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT SANS LUTTER CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT**: Il faut reconnaître que le fait de s'attaquer à l'extrémisme violent va bien au-delà de l'intérêt pour les problèmes de sécurité ou idéologiques. Quelques-unes parmi les interventions les plus efficaces contre l'extrémisme violent ne luttent pas spécifiquement contre l'extrémisme violent en soi. Au contraire, elles s'occupent de culture, d'éducation, d'emploi, de création et consolidation des réseaux sociaux. Le type de support nécessaire pour rendre une personne ou une communauté plus résilientes face à la radicalisation et à l'extrémisme violent, dépend d'un ensemble de facteurs dont le nombre et l'importance varient en fonction des spécificités de chaque contexte.

SUBSTANTIELLE : Pour le meilleur ou pour le pire, la communauté sait ce qu'il faut faire

- **PRÉSERVER L'ÉLAN** : Reconnaître et utiliser les projets d'assistance étrangère pour ce qu'ils sont : une opportunité de changement avec un apport soudain de ressources humaines et financières, de savoir-faire technique et d'énergie revigorée. La communauté est la mieux placée pour connaître ses problèmes et les solutions qui marchent. Les projets sont vraiment efficaces lorsqu'ils mettent cette connaissance locale en contact avec la disponibilité de moyens et d'outils. Les projets peuvent aussi encourager les communautés à établir des relations nécessaires - quoique souvent gênantes - à travers des fossés ethniques, religieux ou sociaux, ainsi qu'à motiver les communautés afin qu'elles surmontent l'inertie générale du statu quo.
- **PILOTAGE LOCAL** : Engager un personnel local qui bénéficie de la confiance de la communauté locale et qui possède la sensibilité culturelle et l'autorité nécessaires pour organiser les activités. Les membres du personnel international peuvent être impliqués en qualité de superviseurs, mentors ou formateurs initiaux, c'est-à-dire de facilitateurs pour le transfert de savoir-faire technique et d'expertise. Leur rôle doit être cependant limité, voire presque invisible. Le travail visible doit être accompli par des personnes issues des communautés elles-mêmes. De cette manière, une fois le projet terminé, la communauté locale pourra continuer de tirer profit des relations établies pendant sa réalisation. La responsabilité d'exécution se traduit plus facilement en prise de possession post-exécution.
- **AUTONOMISATION DES ACTEURS LOCAUX** : Identifier les acteurs potentiels du changement recherché et leur degré d'influence. Le changement est local et ne peut être introduit que par les membres des communautés. Il est préférable de faire en sorte que les modèles locaux participent et contribuent aux projets à leur niveau d'autorité. Même si tous les acteurs ne peuvent pas être directement impliqués dans la réalisation, ils doivent être conscients du processus et du rôle attribué à chacun d'entre eux



MÉTHODOLOGIQUE : Joindre le geste à la parole

- **L'ART SUBTIL D'IMPLIQUER LES FEMMES** : Il est important de comprendre les nombreux et frustrants obstacles auxquelles les femmes sont souvent confrontées lorsqu'elles participent aux activités des projets. Le fait d'identifier les bons partenaires locaux pour faciliter leur participation est une manière d'envoyer aux femmes le bon message. L'organisation d'événements promotionnels au cours desquels les types d'activités et leurs buts sont illustrés aux familles et aux plus vastes réseaux sociaux, peut contribuer à bâtir la confiance nécessaire pour permettre aux femmes d'y participer.
- **RÉALISER LA PARITÉ DE GENRE** : Maintenir des données ventilées par genre (et âge). La participation d'un nombre élevé de femmes dans les activités d'un projet peut être rassurante et suggérer que celui-ci est équilibré sur le plan des sexes. La disponibilité de données ventilées permettra en tout cas de confirmer ou d'infirmer cette perception :
 - (a) Quel est le rôle des femmes en tant que bénéficiaires du projet ? Sont-elles des spectatrices et des destinataires passives ou bien des participantes actives et impliquées, qui apportent leur contribution à la formulation d'idées et de propositions ?
 - (b) Quel est le pourcentage des femmes qui participent au projet par rapport à celui des hommes ?
 - (c) Y a-t-il des femmes parmi les membres du personnel de l'organisation opérationnelle ?
 - (d) Quel est le rôle des femmes au sein de l'organisation opérationnelle ? Combien de femmes occupent des postes opérationnels et de direction (par exemple, directrices ou fonctionnaires de projet) par rapport à celles qui occupent des postes d'assistantes ou de comptables ?²⁶
- **ASSISTANCE CONDITIONNELLE** : Récompenser les progrès dans la bonne direction et les démonstrations d'avancées réelles, à travers une assistance financière continue. S'il est acceptable d'engager des organisations qui ne comptent pas de femmes dans leur personnel, il faudrait également envisager de soumettre l'assistance continue à l'inclusion des femmes parmi les membres du personnel. En d'autres termes, si des principes et des valeurs sont définis et partagés dès le départ, l'organisation locale aura intérêt à agir en conséquence.
- **BOUCLE DE RÉTROACTION POUR LA CROISSANCE** : Offrir des opportunités de renforcement des capacités techniques aux acteurs qui montrent du potentiel, mais qui ont des ressources limitées et qui manquent sans doute de compétences spécifiques en matière de gestion des projets. L'accompagnement (mentorat) des partenaires locaux, par exemple, dans la rédaction des rapports ou le développement de cadres logiques, demande beaucoup de temps. Pourtant, après avoir traversé le processus de sélection d'un partenaire fiable, qui partage les mêmes valeurs et principes et qui restera dans la zone d'intervention après la clôture du projet pour continuer à travailler sur place, l'effort supplémentaire de renforcement des capacités de gestion des projets est un investissement rentable. Trouver le temps pour des boucles de rétroaction positives pendant la phase de mise en œuvre améliore l'efficacité à long terme des projets et permet aux partenaires locaux de reproduire la même approche dans leurs futures activités.
- **PROBLÈME D'IMAGE, PROBLÈME D'ENDROIT** : S'assurer que l'endroit retenu pour les événements est cohérent avec le public attendu ou que, pour le moins, ne compromet pas sa participation. Certains projets ont signalé des difficultés pour convaincre des adolescents à participer à des événements organisés dans des écoles primaires ou maternelles. Dans certains cas, des adolescents ne se sont pas sentis à l'aise en participant à des activités avec des enfants plus jeunes.

²⁶ Comme l'a affirmé Lisa Schirch dans son article paru dans *Eleven African innovations in peacebuilding*, « too often women's peace networks have gone unrecognized, creating a perception that there is an absence of women's leadership for peace ». Cet article est disponible sur : <https://lisaschirch.wordpress.com/2019/04/17/11-african-innovations-in-peacebuilding/>



C'était difficile pour moi de vivre et de travailler avec des filles qui ne portaient pas le voile, qui dansaient, avec des jeunes-hommes que je ne connaissais pas. Pour une fille qui porte le voile et qui est plutôt conservatrice, c'était un défi pour moi de pouvoir accepter ces différences. J'ai changé mon attitude et ma manière de voir les choses grâce à ce projet ; je suis devenue beaucoup plus ouverte d'esprit et tolérante .



Une participante de Tunisie.

ÉVALUATION : Lutter contre l'idée que les évaluateurs soient des « loups déguisés en moutons »

- **COLLECTE AUTOMATISÉE DE DONNÉES COMPARABLES (identikit) :** Étant donné que le projet est basé sur le pilotage de différentes initiatives dans diverses régions, il est apparu important de développer un outil pour collecter des données qui puissent faciliter la gestion et la comparaison des initiatives. Les catégories de données à collecter doivent être définies et alignées en fonction des objectifs et de valeurs globales du projet. Par exemple, un monitoring plus détaillé des données sur les jeunes et les femmes bénéficiaires, en vue d'assurer leur participation, a été l'un des objectifs déclarés du projet pilote. Si, au niveau d'un projet individuel, il peut apparaître évident que les organisations locales fassent de leur mieux pour impliquer la bonne catégorie de public, ce n'est qu'en comparant les données de plusieurs projets, régions et pays qu'il est possible de formuler des conclusions et des recommandations utiles.
- **UN CHANGEMENT D'OPINION PAS SI ÉPHÉMÈRE :** Les questionnaires peuvent être des outils très efficaces pour explorer les compétences de réflexion critique, la capacité de faire la distinction entre les faits et la fiction ainsi que la perception qu'ont les participants de l'efficacité des groupes d'extrémistes violents en faveur du changement sociétal attendu. Tout en reconnaissant que les opinions de tout individu peuvent être éphémères, il est essentiel de créer les conditions nécessaires pour observer dans quelle mesure la force cumulée des projets a-t-elle été capable de changer une multitude d'opinions et de perception sur des thèmes critiques. Sans même l'outil le plus modeste de détection des changements des perceptions et l'observation de la direction de ces changements, les projets restent dans le noir en ce qui concerne l'impact réel de leurs efforts.
- **SALUER LES RÉSULTATS AU LIEU DES ACTIVITÉS :** Les indicateurs qui permettent de savoir si les projets avancent dans la bonne direction et sont en train de réaliser leurs objectifs déclarés, sont les seuls outils de gestion dotés d'un certain degré de fiabilité. S'ils sont bien définis, ils peuvent s'avérer incontournables pour piloter la mise en œuvre. Il est nécessaire d'inclure les indicateurs parmi les sujets de discussion lors des réunions de monitoring et d'évaluation. Définis dès le départ, ils doivent être ensuite l'objet de comptes rendus cohérents. S'il est vrai que l'état d'avancement des activités est beaucoup plus facile



à suivre, la collecte et l'analyse des indicateurs de performance peut faire la différence : la satisfaction des participants, la confiance qu'ils ont acquise et leur capacité à reproduire ce qu'ils ont appris tout au long du processus sont plus rassurantes que le fait de savoir qu'ils ont participé à un certain nombre d'événements de formation.



COMMUNICATION : Le pouvoir du message positif

- **UN PROBLÈME DE VISIBILITÉ :** Les groupes d'extrémistes violents se sont montrés capables de se servir efficacement des réseaux sociaux pour plaider en faveur de leur cause et pour (pré-)recruter de nouveaux membres. Les efforts de communication pour lutter contre ces groupes se doivent d'être tout aussi efficaces. Même si ces questions sont sensibles et doivent être gérées avec attention, même les projets les plus conservateurs, au fur et à mesure de leur réalisation, ont ressenti le besoin de communiquer des messages positifs de cohabitation pacifique et de solution non-violente des conflits. Tous les projets devraient définir dès le départ un nombre minimum d'objectifs de communication clairs pour le public concerné.
- **LE POUVOIR DU MENTORAT, ENCORE ET TOUJOURS :** En moyenne, les associations locales devraient tirer un grand profit du mentorat destiné à les aider à mieux transmettre et communiquer les résultats. Une activité efficace de reporting envers les bailleurs de fonds et le plus large public local peut faire la différence entre l'acquisition ou la perte de confiance, en permettant à ces organisations communautaires, diligentes et engagées, de continuer à travailler efficacement dans l'intérêt de la collectivité.

BIBLIOGRAPHIE

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED, <https://www.acleddata.com/>)

Asmi, R. C., *Trade and Conflict: The Case of the Arab Maghreb Union*, University of Tunis El Manar, Topics in Middle Eastern and African Economies, Proceedings of Middle East Economic Association, Vol. 20, Issue No. 2, September 2018

Auteserre, S., *On the frontlines of peace: The unlikely people who are getting it right*, March 2019 (draft book manuscript)

Auteserre, S., *The Crisis of Peacekeeping. Why the UN Can't End Wars*, Foreign Affairs, January/February 2019 (<https://www.foreignaffairs.com/articles/2018-12-11/crisis-peacekeeping>)

Auteserre, S., *Three flawed ideas are hurting international peacebuilding*, The Washington Post, 15 March 2017 (https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/03/15/avoiding-these-3-assumptions-may-actually-help-bring-peace/?utm_term=.9e8a2e241dd0)

Auteserre, S., *Here's what Congo can teach the world about peace*, The Washington Post, 19 October 2016 (https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/10/19/heres-what-this-island-in-congo-can-teach-the-world-about-peace/?utm_term=.33c2f33da702)

Benchemsi, A., *Morocco, the Kingdom of Unfinished Reforms: 20 years of human rights progress and setbacks under Mohammed VI*, Human Rights Watch, 5 August 2019 (<https://www.hrw.org/news/2019/08/05/morocco-kingdom-unfinished-reforms>)

Centre for Humanitarian Dialogue & UNDP, *Perception study on the drivers of insecurity and violent extremism in the border regions of the Sahel: Radicalisation, violence and (in)security. What 800 Sahelians have to say*, (Executive Summary), 2016

Chelin, R. P., *From the Islamic State of Algeria to the Economic Caliphate of the Sahel: The transformation of Al Qaeda in the Islamic Maghreb*, Terrorism and Political Violence, June 2018

Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED), *United Nations Security Council, CTED Trends report: Gender dimensions of the response to returning foreign terrorist fighters. Research perspectives*, February 2019

Craven-Matthews, C. & Englebert, P., *A Potemkin state in the Sahel? The empirical and fictional in Malian state reconstruction*, African Security, 11:1, 1-31, 2018

Centre for Humanitarian Dialogue, *Perception study on the drivers of insecurity and violent extremism in the border regions of the Sahel: Radicalisation, violence and (in)security* (Executive summary)

Day, J. & Kleinmann, S., *Combating the cult of ISIS: A social approach to countering violent extremism*, The Review of Faith & International Affairs, 15:3, 14-23, August 2017

Dufka, C., *Burkina Faso's atrocities in the name of security will help terrorists' ranks*, The Washington Post, 12 June 2019. (<https://www.washingtonpost.com/opinions/2019/06/12/burkina-fasos-atrocities-name-security-will-help-terrorists-ranks/>)

ESRI Terrorist Attacks (<https://storymaps.esri.com/stories/terrorist-attacks/?year=2016>)

European Parliament, *Report on findings and recommendations of the Special Committee on Terrorism*, 21 November 2018, (2018/2044(INI))

Global Terrorism Database (<https://www.start.umd.edu/gtd/>)

Hedayah and Curtin University, *Countering Violent Extremism: Developing an evidence-base for policy and practice*, 2015

Mattei, C. & Zeigler, S., *Evaluate your CVE results: Projecting your impact*, Hedayah, July 2018

Institute for Security Studies (ISS), *Preventing extremism in West and central Africa: Lessons from Burkina Faso, Cameroon, Chad, Mali, Niger and Nigeria*, 2018

Kisiangani, E., *Comparing Somalia's al-Shabaab and Uganda's Lord's Resistance Army: A toxic mix of religion, politics and violence*, Institute for Security Studies (ISS) Paper 229, December 2011

International Alert, *If Victims Become Perpetrators, Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel*, June 2018, (<https://www.international-alert.org/publications/if-victims-become-perpetrators-violent-extremism-sahel>.)

International Crisis Group, *Crisis Watch*

Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *The role of civil society in preventing and countering violent extremism and radicalisation that lead to terrorism: A focus on South-Eastern Europe*

Ranstop, M., *RAN Issue Paper: The Root Causes of Violent Extremism*, Radicalisation Awareness Network (RAN) Centre of Excellence, 4 January 2016

Rosand, E., Winterbotham, E., Jones, M. Praxl-Tabuchi, F., *A roadmap to progress: The state of the global P/CVE agenda*, The Prevention Project and Royal United Services Institute, 2018

Roy, O., *Le jihad est aujourd'hui la seule cause sur le marché*, Liberation, 3 October 2014 (https://www.liberation.fr/planete/2014/10/03/le-jihad-est-aujourd-hui-la-seule-cause-sur-le-marche_1114269)

UK Gender Action for Peace and Security (GAPS) network, Women for Women International, Amnesty International UK, *Saferworld and Womankind Worldwide, Beyond consultation: A tool for meaningfully engaging with women in fragile and conflict-affected states*

Saferworld & Uganda Land Alliance, *Gender analysis of conflict toolkit*

Schirch, L., *Eleven African Innovations in Peacebuilding*, 17 April 2019 (<https://lisaschirch.wordpress.com/2019/04/17/11-african-innovations-in-peacebuilding/>)

Task Force on Extremism in Fragile States, *Preventing extremism in fragile states: A new approach*, United States Institute for Peace, February 2019

Tesfaye, B., *Critical Choices: Assessing the effects of education and civic engagement on Somali youths' propensity toward violence*, Merici Corps, November 2016

Ulph, S., *Boko Haram: Investigating the ideological background to the rise of an Islamist militant organisation*

UNDP, *Journey to extremism in Africa: Drivers, incentives and the tipping point for recruitment*, 2017 (www.journey-to-extremism.undp.org)

UNDP & International Alert, *Improving the impact of preventing violent extremism programming: A toolkit for design, monitoring and evaluation*, 2018

United Nations Global Counter-Terrorism Strategy (<https://www.un.org/counterterrorism/ctitf/en/un-global-counter-terrorism-strategy>)

UN Security Council Resolution 2396 (2017), *Threats to peace and security by terrorist acts*

United Nations Security Council Resolution 2354 (2017), *Threats to peace and security by terrorist acts*

United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI), *Strengthening efforts to prevent and counter violent extremism: Good practices and lessons learned for a comprehensive approach to rehabilitation and reintegration of violent extremist offenders*, February 2018

Vergani, M., Iqbal, M., Ilbahar, E. & Barton, G., *The three Ps of radicalisation: push, pull nad personal. A systemic scoping review of the scientific evidence about radicalisation into violent extremis*, Studies in Conflict and Terrorism, September 2018

United Nations and World Bank, *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, 2018, Washington, DC, doi:10.1596/978-1-4648-1162-3. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

